

République Islamique de Mauritanie
Ministère des Affaires Economiques et du développement



**STRATEGIE DE CROISSANCE ACCELEREE ET DE PROSPERITE
PARTAGEE (SCAPP) 2016-2030**

**Note Annuelle Sectorielle sur la Mise
œuvre (NASMO) du Second Plan
d'actions de la SCAPP 2021-2025**
Chantier n°3 : Renforcement des infrastructures de
soutien à la croissance économique

Provisoire

Mai 2026

Table des matières

Liste des tableaux	3
Liste des abréviations et acronymes	4
Résumé analytique	4
I. Introduction	14
II. Bilan des progrès	14
II.1 Infrastructures énergétiques	14
1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès	14
2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2024	17
II.2 Infrastructures d'équipement et de transport	17
1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2025	17
2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025	20
II.3 Infrastructures hydrauliques et d'assainissement	20
1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024	20
- Dans le domaine de l'assainissement, les activités se résument comme suit :	24
2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025	25
II.4 Infrastructures liées aux nouvelles technologies	25
1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024	25
3. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025	28
II.5 Infrastructures du Bâtiment et équipements publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme	28
1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024	28
2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025 :	35
III. Analyse des défis et contraintes	35
III.1 Infrastructures énergétiques	36
III.2 Infrastructures d'équipement et de transport	36
III.3 Infrastructures hydraulique et d'assainissement	37
III.4 Infrastructures liées aux nouvelles technologies	37
III.5 Infrastructures du Bâtiment et équipements publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme	37
IV. Financement du chantier	38
V. Perspectives pour 2026	39
V.1 perspectives pour les Infrastructures énergétiques	39
V.2 Perspectives pour les Infrastructures d'équipement et de transport	40
- Dans le domaine des infrastructures :	40
V.3 Perspectives pour les Infrastructures d'hydrauliques et d'assainissement	41
V.4 Perspectives pour les Infrastructures liées aux nouvelles technologies	43

V.5 Perspectives pour les Infrastructures du Bâtiment et Equipements publics, de l’Habitat et de l’Urbanisme	44
Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la SCAPP, notamment de l’élaboration de son troisième plan d’action, les principales perspectives pour 2026 sont :	
VI. Conclusions du chantier	49
VII. Recommandations relatives au chantier	49
VIII. Annexes	50
VIII.1. Bibliographie	50
VIII.2. Liste des personnes rencontrées	50

Liste des tableaux

Tableau 1 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 pour les infrastructures énergétiques.....	17
Tableau 2 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 des Infrastructures d’équipement et de transport.....	19
Tableau 3 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 des Infrastructures de l’hydraulique et l’assainissement.....	24
Tableau 4 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025.....	28
Tableau 5 : Evolution de l’indicateur type d’habitat	35
Tableau 6 : Récapitulatif du financement du chantier 3	38

Liste des abréviations et acronymes

Résumé analytique

I. Réalisations du chantier

Le bilan 2024 du chantier 3, fait ressortir, ce qui suit :

I.1 Intervention 1 : Renforcement des infrastructures énergétiques de soutien à la croissance

Les principales réalisations de 2025 sont :

- Dans le domaine de l'électricité

- Mise en œuvre du plan d'action d'urgence de Nouakchott ;
- Mise en œuvre du programme prioritaire de généralisation de l'accès aux Services essentiels au Développement Local (PPGASDL 2025/2027) ;
- Fin des travaux de la ligne 33 kV entre Tanit et Mhaijrat, pour alimenter trois localités du Littoral Nord (Lemcid, Tiwilit et M'Mhaijirat) ;
- Acquisition et mise en service de treize groupes semi rapides entrant dans le cadre du Projet de renforcement des infrastructures électriques de 50 Moughataas - phase 2 ;
- Construction d'une centrale duale fioul/gaz de 60 MW ;
- Projet PPP de construction d'une centrale hybride de 60 MWc avec stockage : centrale hybride avec une capacité de stockage de 60 MW pendant 4 heures ;
- Projet PPP de construction d'une centrale de 225 MW à N'Diago. : Les offres sont en cours d'évaluation ;
- Électrification de 481 localités dans les wilayas de Trarza et Brakna, Gorgol, Guidimakha et Assaba. Le taux d'avancement dépasse les 78%
- Construction d'une ligne 225 kV Nouakchott – Zouerate : Le taux d'avancement est environ 90 % ;
- Projet de l'Alimentation en Energie Electrique de la Zone de Production Agricole dans la Vallée. Ligne 33 kV d'une longueur de 215 km ;
- Pose du 2eme circuit de la ligne 225 kV NKC-Boulanouar ;
- Électrification de 12 localités Isolées dans le cadre du Programme d'Électrification Rurale en Zones Isolées (PERZI) ;

- Dans le domaine de l'approvisionnement en produits pétroliers :

- Pour Nouakchott : l'extension, en cours, des capacités de stockage du dépôt actuel, l'extension de 100 000 m3 (51 000 m3 gasoil, 34 000 m3 fuel, 10 000 m3 essence et 5 000 m3 kérosène), à travers un Contrat d'approvisionnement du pays en produits pétroliers ainsi que la réhabilitation en cours des conduites de dépotage des produits pétroliers, dont la mise en service est prévue en mars 2026 ;
- Au niveau de Nouadhibou, les réalisations sont : la réhabilitation de l'ensemble des bacs du dépôt sur un horizon de 3 ans, la conversion de certains bacs afin d'adapter les volumes disponibles aux besoins de la consommation des différents

produits, la réhabilitation des conduites de dépotage et de chargement de l'apportement pétrolier de Nouadhibou.

- Au niveau National, il y a eu la réalisation d'une étude d'audit des investissements des sociétés de distribution du gaz butane ainsi que de la tarification du gaz butane, achevée en juin 2025 ;

En matière de réforme

Élaboration des décrets et arrêtés d'application du Code de l'électricité : ces textes viennent compléter l'arsenal juridique du secteur, suite à la promulgation de la loi portant Code de l'électricité et à la publication de son décret d'application.

- I.2 Intervention 1.2 : Infrastructures d'équipement et des transports

Les principales réalisations de 2025 sont :

En 2025, plusieurs actions ont été entreprises en matière d'équipement et de transport et ont abouti aux résultats suivants :

- Réalisation de Programme de Développement de Nouakchott 2025 (136 km) ;
- Achèvement de l'étude technique pour la réhabilitation de la route Nouakchott-Nouadhibou section 3 ;
- Construction d'une route reliant le canal Aftout Essahli à la route Nouakchott-Rosso ;
- Projet de réhabilitation de route Nouakchott-Boutilimit (42 km) lot3 ;
- Projet de construction de la route Keur Macène - Port de Ndiago ;
- Lancement de plusieurs projets de réhabilitation de routes parmi lesquels la route Boghe-Kaedi, la route Aleg-Maghta Lahjar, la route Djouk-Kiffa, la route Tintane-Aioun, la route Aioun-Aouinat Zbil, la route Aouinat Zbil – Timbedra ;
- Pont du carrefour de Madrid (pont de l'amitié) ;
- Lancement de la ligne 3 du système de transport rapide par autobus BHNS
- Lancement de l'Étude du Projet de Construction de la Route Timbedra- Bousteila - Adel Bagrou ;
- Lancement de l'Étude de la route Twil – Voulaniya – Medbougou – Kobenny ;
- Lancement d'une étude de faisabilité pour deux réseaux ferroviaires, l'un reliant Choum à Nouakchott via Akjoujt et l'autre reliant Nouakchott à la frontière malienne via Bofal ;
- Étude sur l'amélioration de l'adéquation des aéroports nationaux ;
- Travaux de réhabilitation de la piste de l'aéroport de Nouadhibou ;
- Travaux de construction de la piste de l'aéroport de Lemgheity ;

En matière de réforme

Le secteur des transports s'est engagé dans une voie vigoureuse de transformation. C'est dans ce cadre que plusieurs réformes ont été initiées, dont celles réalisées en 2025 :

- L'approbation des textes législatifs relatifs au lancement de services de transport par autobus de qualité ;
- La sécurisation et numérisation de la délivrance des cartes grises et des permis de conduire ;
- La révision du code de la route.

I.3 Intervention 1.3 : Infrastructures d'hydraulique et d'assainissement

En 2025, les principales réalisations sont les suivantes :

A. Dans le sous-secteur de l'hydraulique

Dans le domaine de la connaissance des ressources en eau :

- Études d'implantation menées au niveau de 295 sites dans le but de créer de nouveaux points d'eau répartis sur la plupart des Wilayas ;
- Actualisation de la situation du Niveau d'eau, prélèvement et minéralisation des nappes exploitées et des champs captants ;
- Mise en place de 19 piézomètres de suivi des nappes souterraines au niveau de Tintane, Boutilimit, R'kiz et la nappe de Grès d'Aioun ;
- Phase de passation de marché en cours pour la réalisation de l'étude de protection des écosystèmes dépendants de la nappe de Boulanouar ;

Dans le domaine de l'accès à l'eau potable

- Au niveau de la capitale Nouakchott :
 - o Construction d'un nouveau débourbeur d'eau au niveau de Beninadji afin de réduire les fortes turbidités des eaux du fleuve enregistrées chaque année pendant les périodes d'hivernage ;
 - o Achèvement des travaux de remise à niveau des installations de l'Aftout Essahli. Ces travaux ont permis de faire passer la production de 115 000 m³/j à 150 000 m³/j ;
 - o Démarrage des travaux du projet de renforcement et de sécurisation de l'AEP de la ville de Nouakchott à partir du champ captant d'Idini pour une production supplémentaire de 60.000 m³/j, (en cours);
 - o Pose de la 1ère pierre du projet d'extension des installations de l'Aftout Essahli pour porter la production de ces installations à 225.000 m³/j ;
 - o Réhabilitation des stations de pompage de Toujounine, El Mina, Aïn Talh, Sebkh et Ksar et mises en service.;
 - o Raccordement de Bouhdida, Melah, Dar Naim et les quartiers de Carrefour, d'El Mina et de PK17 au nouveau réseau de distribution ;
 - o Alimentation de nouvelles zones à partir des stations de Ayn Talha (Bewadi, Korona, Génie Militaire, Goudron Tintane) et de El-Mina (Basra, Netek Yasmin, Ewvou-Lkeila, Carrefour et quartiers périphériques),
 - o Déclassement de plus de 100 km de l'ancien réseau de distribution de Nouakchott.
- Projet de Renforcement de l'AEP de Nouadhibou à partir de Boulanouar
- Projet Aftout Echergui phase II
- Projet DHAR phase II
 - o Achèvement des travaux du réseau de distribution de la ville d'Aioun au profit de 34.830 habitants par la pose de 7.500 branchements particuliers et la mise en place d'un nouveau système de pompage.
 - o Raccordement de 12 localités dans les Moughataas d'Amourj, Néma, Timbedra et Aioun au système de DHAR, ceci au profit de 7.007 habitants ;
 - o Projet d'AEP de Kiffa à partir du fleuve
 - o Signature des marchés relatif aux travaux des lots 1, 2, 4 et 5.1 et la remise des sites a été effectués pour ces derniers ;
 - o Procédure de passation de marchés en phase avancée pour le lot 3 et le lot 5.2 des travaux.

Périmètre SNDE (milieu urbain) :

- Réalisation de travaux qui ont permis de rehausser la production annuelle de l'eau dans plusieurs Wilaya, dans le réseau SNDE

- Les actions réalisées dans le périmètre de la SNDE ont abouti à une amélioration du potentiel de la capacité de production globale de 65.372 m³/j dans les centres urbains au niveau national ;
- L'augmentation des abonnées de 51.023 nouveaux branchements particuliers ;
- La création de 8 brigades d'intervention (Idini, Boulanouar, Dhar, Aftout Echergui, Kiffa, Nord, Aioun et Aleg).

En Milieu rural

- La réalisation de 82 nouveaux forages d'exploitation destinés à l'alimentation en eau potable des populations ;
- L'achèvement des travaux de 35 nouveaux réseaux et la réhabilitation de 15 existants en plus des localités raccordées à l'Aftout Echergui et au système de Dhar ;
- Programme de développement régional : réalisation de 106 nouveaux forages, 7 AEP et 40 équipements de points d'eau ;
- Au niveau du périmètre de l'ONSER : réhabilitation de 40 AEP en cours d'exploitation ;
- Le renouvellement d'équipements d'exhaure en milieu rural avec un total de 527 interventions ;
- La diversification des sources d'énergie des localités rurales par l'hybridation de 24 sites de production de l'ONSER ;
- Les travaux en cours pour le projet d'alimentation en eau potable de 165 localités dans les wilayas de l'Assaba, du Brakna et du Tagant à partir du fleuve ;

Dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface

- Les travaux de quatre barrages ont été achevés dans les localités d'Oum Nour, Ghligue Tichilit et Ghligue Ehel Seyedna dans les deux Hodhs ;
- Les barrages de Barbara (Tamchakett), Levtah (Boumdeid) et Agmamine (Kankossa) affichent des taux d'avancement respectifs de 98 %, 92 % et 85 % ;
- Construction de 5 barrages dans les deux Hodhs et au Brakna dans le cadre d'un contrat-programme avec la SNAT, avec un taux global d'exécution estimé à 70 % ;
- Phase de passation de marchés pour la construction d'une station de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 1.500 m³/jour pour l'alimentation en eau potable du port de N'Diogo :

B. Dans le sous-secteur de l'assainissement

Dans le domaine de l'assainissement, les activités se résument comme suit :

- Assainissement de la ville de Nouakchott (Pôle A) : les études d'exécution (topographie, géotechnique, hydraulique) sont en cours ;
- Remblayage des six mares de Dar Naïm ;
- Réalisation des travaux de curage et de nettoyage des réseaux d'assainissement des eaux pluviales de Nouakchott, de Rosso, de Kaédi, d'Aleg, d'Akjoujt, d'Atar et de Bassikounou ;
- Assainissement pluvial des villes d'Atar et de Sélibabi.

En matière de réforme

Les principales réformes entreprises en 2025 pour le secteur de l'eau et de l'assainissement sont :

- L'actualisation du schéma directeur de distribution de Nouakchott et évaluation des besoins en eau à l'horizon 2050 avec la prise en considération du SDAU élaboré en 2019 ;
- La poursuite du processus de la DSP en vue d'améliorer la qualité du service en milieu rural dans le cadre du PPP ;
- Le démarrage de l'étude visant l'élaboration d'un modèle financier et d'une structure tarifaire de l'eau.

1.4 Intervention 1.4 : Infrastructures liées aux nouvelles technologies

Les principales réalisations, en 2025, sont les suivantes :

En 2025, les principales réalisations sont les suivantes :

- Réalisation des travaux de la phase-2 (Ould Yenje – Fassala Néré) et de la phase-3 (Fassala Néré - N'beiket Lahwach) du projet d'accès universel aux services de communications
- Lancement de la construction d'un deuxième câble sous-marin atterrissant à Nouadhibou. Son taux d'avancement physique est de 34% ;
- Mise à niveau du point d'échange Internet national (RIM-IX) ;
- Poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de migration vers l'IPv6, amorçant ainsi une transition technologique majeure ;
- Achèvement et opérationnalisation du Datacenter de haute performance (Tier-3)
- « Nouakchott Data Hub »*, constitue l'un des principaux piliers de la transformation numérique ;
- Renforcement de la plateforme d'hébergement des systèmes d'information pour garantir une protection robuste des données et une disponibilité continue des services en ligne à travers la mise en place d'un nouveau cluster de réplication et de sauvegarde hyper convergé ;
- Poursuite de la digitalisation des services publics avec la digitalisation de bout en bout de plusieurs services dont la solution numérique mise en place pour renforcer la sécurité routière ;
- Mise en place d'un système d'information de gestion des assurances ;
- Digitalisation de la délivrance des casiers judiciaires ;
- Digitalisation de la création d'entreprise ;
- Lancement de la digitalisation de la demande d'agrément ;
- Mise en place d'une plateforme de création et de gestion des partis politiques ;
- Développement d'une plateforme de commerce électronique (e-marketplace) ;
- Lancement de plusieurs initiatives phares dont l'installation de guichets numériques pilotes pour simplifier les démarches administratives ;
- Installation du système DIWANE qui centralise et dématérialise la gestion présidentielle, optimisant le suivi des programmes et des courriers ;
- Mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Achats et Marchés publics est en cours.
- Digitalisation des services d'orientation et d'inscription des étudiants des universités ;
- Digitalisation des procédures de la SOMELEC et de la SNDE (branchement, abonnement, transfert, paiement et consultation de l'historique) ;
- Mise à niveau du système d'information « SIRAGE » pour gérer les données de l'enseignement ;
- Finalisation de la digitalisation de la chaîne pénale ;
- Digitalisation des examens nationaux de l'enseignement ;

- Renforcement des capacités des fonctionnaires de l'administration et des jeunes, dans le domaine numérique, à travers la formation dans le cadre du Projet Tamakoun (formation interactive de « Passeport numérique ») ;
- Formation de 200 jeunes sur la pose de la fibre optique.

<p><i>1.5 Intervention 1.5 : Infrastructures du bâtiment et équipements publics de l'Habitat et de l'Urbanisme</i></p>

Dans le domaine des bâtiments et équipements publics :

- Infrastructures éducatives :
 - Poursuite des travaux de construction de 3905 salles de classes au niveau national ((un total de 3905 SDC dont presque 3700 SDC achevées) ;
 - La finalisation de l'étude des travaux de reconstruction du lycée commercial à Nouakchott.
- Infrastructures religieuses :
 - La poursuite des travaux de construction de 40 mosquées sur l'étendue du territoire national;
 - Le lancement des travaux de construction de la mosquée de Boghé
- Infrastructures sanitaires :
 - La poursuite des travaux de construction de trois hôpitaux régionaux (Tidjikdja, Aioun et Aleg ;
 - La poursuite des travaux de construction de 28 centres de santé à Nouakchott ;
 - La poursuite d'achèvement des travaux de construction de 48 entre postes de santé et centres de santé à l'intérieure du pays ;
 - L'achèvement des travaux de construction et de réhabilitation de 17 postes de santé du programme du Hodh charghi ;
 - La poursuite des travaux d'extension du centre hospitalier national
 - Le lancement et la poursuite des travaux de réhabilitation de l'hôpital de Nouadhibou ;
 - Le lancement des travaux de construction des hôpitaux de Zouerate et Akjoujt ;
 - Le lancement du Projet Prioritaire de généralisation des services nécessaires au développement local (2025-2026) (1333 SDC, 50 postes de santé, 40 centres de santé, 2 centres hospitaliers régionaux et 3 hôpitaux départementaux dont leurs études d'exécution sont en cours d'élaboration;

- Infrastructures sportives et de loisirs :
 - L'achèvement et la poursuite de la construction de plusieurs stades (deux stades de 1000 places à Teyarett et Dar Naïm ; les stades de sebkha, El Mina et Bababé);
 - Le lancement et la poursuite des travaux de construction d'une salle de sport à Arafat ;
- Ambassades et chancelleries :
 - L'achèvement des travaux de construction des ambassades à Rabat, à Abou Dhabi, au Sénégal, au Niger et au Mali.
- Infrastructures administratives :
 - L'achèvement des travaux de construction des sièges de plusieurs institutions ;
 - L'achèvement des travaux de construction de deux délégations régionales du ministère de l'environnement à Hodh el gharbi et Hodh Chargi ;
 - L'achèvement des travaux de construction des bureaux et logements du Hakem d'El mina ;
 - Poursuite des travaux de réhabilitation et de rénovation de l'ancien immeuble du Gouvernement ;
 - Poursuite des travaux de Construction d'un village artisanal de Nouakchott ;
 - Lancement et la poursuite des travaux de construction de deux bâtiments d'accueil au niveau de l'aéroport Oum Tounsy de Nouakchott ;
 - Achèvement des travaux de construction de bureaux et logements du wali de Tiris Zemour, , du Hakem de Tevragh- Zeina et du Hakem de Tékane;
 - Poursuite des travaux de construction du laboratoire de contrôle de la qualité des médicaments ;
 - Finalisation en cours de l'étude d'exécution des travaux d'extension du palais de justice à Nouakchott ;
 - La finalisation de l'étude d'exécution des travaux de construction du siège de la société civile ;
 - La finalisation des études d'exécution pour la construction du siège de l'opposition démocratique.
- Infrastructures pénitentiaires et de justice :
 - L'achèvement et la réception des travaux de construction d'une prison à Nouakchott ;
 - L'achèvement des travaux de construction d'une prison à kiffa.
- Infrastructures de l'enseignement supérieur et de formation professionnelle :
 - L'achèvement des travaux de construction de l'école nationale d'administration, de journalisme et de la magistrature ;
 - L'achèvement des travaux de construction de l'école de technologie, du Pétrole, de Gaz et des mines ;
 - L'achèvement des travaux de construction de l'institut supérieur du numérique (ISN);
 - La poursuite des travaux de construction et d'extension de l'ISSET de Rosso et de L'EHEC ;
 - Le Lancement et la poursuite des travaux de Construction de l'école de la nouvelle technologie, de l'information et de la communication à

- Nouadhibou ;
- La poursuite des travaux de construction du lycée commercial à Nouakchott
- Infrastructures de souveraineté :
 - La poursuite des travaux de construction du siège du conseil économique, environnemental et social ;
 - La poursuite des travaux de construction du siège de la HAPA

Dans le domaine de L'Habitat et de L'urbanisme

- La finalisation, en cours, en collaboration avec le Ministère du numérique de l'opération du lancement d'un guichet unique numérique pour la délivrance du permis de construire;
- L'achèvement des travaux de construction de cinq logements à Bourat- Brakna et de cinq autres logements à Koundi-Trarza restant des cinquante lancés préalablement pour les fonctionnaires ;
- Le lancement et la poursuite de l'élaboration de dix Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) pour les villes de Kaédi, Sel baby, Nouadhibou, Zouerate, Atar, Kiffa, Guerou, Aioun, Néma et le camp de Mbera ;
- La poursuite de l'opération du parachèvement du projet « Hayat Jadida » du secteur 22 à Toujounine, dédié à l'élimination des 28 poches de bidonvilles à Nouakchott ;
- La Poursuite des travaux d'aménagement de 25 espaces verts à Nouakchott ;
- La Poursuite des travaux de construction et de butimage de la voirie de la ville de Tintane.

Dans le domaine de l'Aménagement du territoire :

- L'élaboration de la première phase de diagnostic du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) ;
- L'élaboration de la stratégie d'encadrement de la sédentarisation;
- L'élaboration d'un Système d'Information territorial, phase de conception (SIT);
- L'élaboration d'une politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT).

Dans le domaine du regroupement des localités

- Elaboration des études préliminaires pour la création de 55 regroupements sur l'étendue du territoire national (visites de terrain , prospection) ;
- L'élaboration des plans de lotissement pour sept regroupements respectifs dont le bornage est en cours, en Assaba, au Grogol et au Trarza ;
- Extension du regroupement de Wompou, Wilaya du Guidimakha.
- L'achèvement des travaux de construction des équipements publics du regroupement Ematt Leekarich, Hodh Echarghi;
- L'achèvement des travaux d'AEP du regroupement de Hweiriye-Hodh Echarghi (100%) ;
- L'achèvement des travaux de construction d'un complexe islamique au regroupement Koundy3-Trarza ;
- La poursuite des travaux de construction d'une école au regroupement d'El Bezoul, Wilaya du Trarza;
- Lancement en cours des travaux de construction de 4 logements pour les fonctionnaires de l'Etat, un point de santé dans le regroupement d'El Bezoul, Wilaya du Trarza ;
- L'attribution de plus de 400 parcelles dans le regroupement d'El Bezoul, Willaya du Trarza.

Dans le domaine de la cartographie :

- Le lancement et la réalisation en cours d'une cartographie de base à l'échelle 1/50000 pour 62 000 km² d'une partie des willayas du nord du territoire ;

En matière de réforme

Les réformes principales, en 2025, sont :

- La révision, l’approbation et l’adoption de la loi sur l’urbanisme et la construction ;
- L’élaboration et l’approbation en conseil des ministres des règlements simplifiés d’urbanisme et de la construction ;
- L’élaboration de huit textes d’application de la loi 2024-003 de l’urbanisme et de la construction ;
- L’élaboration en cours de douze textes d’application de la loi portant sur l’urbanisme et la construction ;
- L’élaboration en cours d’un guide méthodologique pour l’élaboration des stratégies de développement urbain ;
- L’élaboration en cours d’un code de l’Habitat ;
- L’élaboration en cours d’une loi organisant le bail des habitations (75%) ;
- L’élaboration des textes d’application de la loi 017/2023 relative à la promotion immobilière (100%) ;
- La poursuite de la finalisation de la stratégie nationale de l’Habitat Urbain (85%) ;
- La poursuite de la finalisation de l’étude sur la mise en place des mécanismes de financement de l’Habitat adaptés au contexte mauritanien (95%) ;
- L’élaboration de la politique nationale de planification urbaine (90%) (dans l’attente de validation) ;
- L’élaboration d’une étude relative à l’élaboration et l’appropriation des Guides de procédures pour assurer la supervision et le contrôle des opérations de construction ;
- L’élaboration d’un recueil des procédés amicaux à l’environnement et propositions pratiques de leurs usages en Mauritanie ;
- L’élaboration d’un guide pour la réhabilitation des constructions en terre, BTC, pierre et béton ;
- L’élaboration d’un cadre référentiel du patrimoine architectural ;
- La reprise et le parachèvement des procédures de la classification/qualification des opérateurs du BTP.

II. Niveau d’atteinte des objectifs

Du bilan 2025 de la mise en œuvre du chantier 3 « Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance » du 2^{ème} plan d’action de la SCAPP, il ressort une assez bonne efficacité dans la mise en œuvre. Des progrès importants ont été enregistrés au niveau des 5 interventions du chantier.

Le soutien à la croissance a été amélioré de façon substantielle à travers les améliorations apportées aux infrastructures énergétiques aux équipements et transport, à l’accès des populations à l’eau et à l’assainissement, aux nouvelles technologies ; aux équipements publics, au bâtiment, à l’habitat et à l’urbanisme.

Cependant, les efforts doivent continuer à être soutenus dans la mise en œuvre du 3^{ème} plan d’action de la SCAPP, en cours d’élaboration, pour atteindre les cibles fixées à l’horizon 2030.

III. Analyse des défis et contraintes

Les principales contraintes générales au niveau des différentes interventions et secteurs du chantier 3, sont :

- La faible coordination au sein secteur et entre les différents secteurs, entraînant une faible implication et surtout un manque de synergie et d'optimisation de l'utilisation des ressources ;
- Les insuffisances au niveau de l'environnement légal, réglementaire et administratif, notamment son manque d'adaptation au contexte ;
- Le manque de ressources humaines et des qualifications requises pour le fonctionnement et la mise en œuvre au niveau des départements ministériels ;
- Le manque de ressources financières et les faibles capacités de mobilisations des fonds affectés ;
- Les retards importants dans l'exécution de la plupart des projets ;
- La faible référence à la SCAPP, dans la conception et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets, malgré la référence explicite à celle-ci ;
- Les longs délais passés dans les études de préparation des projets d'infrastructures, la, mobilisation des financements et la passation des marchés.

IV. Financement du chantier

Le financement du chantier 3 a été fait par des ressources nationales (Budget de l'Etat 2024) et des ressources extérieures. Pour les ressources nationales, les montants (programmés et décaissés) du chantier ont été obtenu par la somme des budgets des départements des secteurs du chantier. Les éléments relatifs au financement du chantier 3 sont récapitulés dans le tableau ci-après :

Sur un mont programmé de 25 625 Millions de MRU, 21 436 Millions ont été décaissés, **soit un** assez bon taux de décaissement de 83,65%. Il ressort une assez bonne efficacité dans l'exécution financière des ressources allouées au chantier 3, en 2025.

V. Conclusion

Le bilan 2025 de la mise en œuvre du chantier 3 « Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance », au regard de la comparaison des valeurs des différents indicateurs, avec les valeurs cibles fixées à l'horizon 2025, indique que le second plan d'action, a été exécuté avec une assez bonne efficacité au niveau du chantier 3. Le taux de décaissement de près de 84%, indique également une assez bonne efficacité dans l'exécution financière du chantier, en 2025.

I. Introduction

Le développement des infrastructures est une condition fondamentale pour la création de richesse au niveau des secteurs productifs. Cinq principaux domaines d'intervention sont consacrés à ce développement et constituent le 3^{ème} chantier du premier levier de la SCAPP. Ce chantier a pour principaux objectifs de garantir la disponibilité des services énergétiques, notamment les énergies propres à un coût abordable ; le renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement, des transports et de l'habitat ; le développement de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement et enfin, la promotion de l'innovation, de la transformation numérique et de la digitalisation.

II. Bilan des progrès

Le bilan des réalisations, pour le chantier 3, est établi, ci-après pour les différentes interventions faites au niveau des secteurs des infrastructures de soutien à la croissance, à travers l'examen de l'évolution des différents indicateurs et l'analyse des progrès enregistrés.

II.1 Infrastructures énergétiques

1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès

La Mauritanie dispose d'un important parc de production et de réseaux de transport et distribution donnant l'accès à l'électricité à 58% de la population avec, cependant, une grande disparité entre les milieux rural et urbain. Des progrès importants ont été réalisés avec la mise en œuvre du second plan d'action de la SCAPP. En effet, en 2020, 78% des ménages urbains avaient accès à l'électricité contre 6% des ménages ruraux. En fin 2025, c'est 97% des ménages urbains qui ont accès à l'électricité contre 12% des ménages ruraux. Cette dynamique qui devrait se poursuivre sera également portée par les forts potentiels solaires, éoliens et hydroélectriques. La consommation d'énergies renouvelables est croissante, elle est passée de 32% de la consommation finale en énergie en 2015, à 42% en 2020, à 44% en 2024, puis à 48% en 2025.

Sur le plan de la gouvernance, le secteur de l'énergie dispose d'un solide encadrement politique :

- La Nouvelle Déclaration de Politique Energétique;
- Le Code de l'électricité ;
- La Stratégie de l'Energie.

Les principaux enjeux à la base du second plan d'action de la SCAPP et de la politique sectorielle portent sur (i) l'allégement des charges du secteur de l'énergie sur le budget de l'Etat grâce à la participation croissante du secteur privé, (ii) l'élargissement de l'accès à des services énergétiques fiables et modernes, (iii) l'accroissement du mix énergétique en faveur des énergies renouvelables et (iv) le développement du secteur, sur la base de la perspective d'une transition énergétique en faveur de la décarbonation des activités industrielles et d'un positionnement comme moteur de croissance économique inclusive.

Afin de conduire à une énergie accessible à tous, moteur de croissance et de création d'emploi, et en adéquation avec la transition vers la décarbonation, les orientations stratégiques proposées pour le secteur, suite à un diagnostic de la situation des infrastructures énergétiques et indiquées dans le second plan d'action de la SCAPP, sont :

- L'élaboration d'un cadre légal et réglementaire propice au développement du secteur, à l'intervention du secteur privé et à la clarification du rôle des acteurs, à travers une restructuration profonde du secteur de l'électricité ;
- L'augmentation des capacités de production en électricité du pays et amélioration du mix-énergétique tout en favorisant la production d'électricité à partir de ressources nationales, à savoir le gaz, l'hydraulique, le solaire et l'éolien, les déchets et l'hydrogène.
- La poursuite et le renforcement des programmes d'électrification et d'extension de réseaux, en particulier en milieu rural à travers l'accélération de la stratégie de raccordement des zones de production, au réseau électrique et la mise en place d'un système moderne de transmission et de transport de l'électricité dans les principaux centres de consommation ;
- La réduction des coûts de production de l'électricité pour soutenir l'activité économique ainsi que les ménages ;
- L'appui à la transition énergétique du pays, à travers le développement de la production et l'usage de l'hydrogène, afin qu'il devienne un moteur de la croissance économique, de l'innovation et de l'emploi.

Les interventions dans le domaine du développement des infrastructures énergétiques, ont permis d'atteindre en 2025, une desserte en milieu urbain de 97% et en milieu rural de 12%. Il est important de noter que bien que l'approvisionnement en milieu rural ait doublé depuis 2020 où il était de 6%, il demeure encore très faible.

La poursuite des efforts en 2025, dans la mise en œuvre du 2^{ème} plan d'action, a permis les principales réalisations suivantes :

- Dans le domaine de l'électricité
 - Mise en œuvre du plan d'action d'urgence de Nouakchott, à travers un ensemble d'actions comprenant :
 - La mise sous tension de postes de transformation, de câbles et de réseaux d'éclairage public dans différents quartiers ;
 - La pose de plusieurs km de câbles ;
 - La réalisation d'une nouvelle ligne 33kV Nouakchott - Idini dédiée au système de pompage d'eau potable (en cours).
 - Mise en œuvre du programme prioritaire de généralisation de l'accès aux Services essentiels au Développement Local (PPGASDL 2025/2027), à travers :
 - La mise sous tension de 35 localités au Hodh Charghi, Hodh El Gharbi, Brakna, Trarza, Tagant et en Assaba ;
 - Des extensions de réseaux au Hodh Charghi et au Brakna ;
 - La mise en service d groupes électrogènes dans plusieurs villes ;

- Des évaluations d'offres, des passations de marchés et des études en cours pour plusieurs Wilayas.
 - Travaux en cours pour la mise en service de 13 localités à Hodh El Gharbi entrant dans le cadre du projet Espagnole
 - Fin des travaux de la ligne 33 kV entre Tanit et Mheijrat, pour alimenter trois localités du Littoral Nord (Lemcid, Tiwilit et Mhaijirat)
 - Acquisition et mise en service de treize groupes semi rapides entrant dans le cadre du Projet de renforcement des infrastructures électriques de 50 Moughataas - phase 2 ;
 - Construction d'une centrale duale fioul/gaz de 60 MW ;
 - Projet PPP de construction d'une centrale hybride de 60 MWc avec stockage : centrale hybride avec une capacité de stockage de 60 MW pendant 4 heures ;
 - Projet PPP de construction d'une centrale de 225 MW à N'Diogo. : Les offres sont en cours d'évaluation ;
 - Électrification de 481 localités dans les wilayas de Trarza et Brakna, Gorgol , Guidimakha et Assaba ;
 - Construction d'une ligne 225 kV Nouakchott – Zouerate ;
 - Projet de l'Alimentation en énergie électrique de la Zone de Production Agricole dans la Vallée. Ligne 33 kV d'une longueur de 215 km ;
 - Pose du 2eme circuit de la ligne 225 kV NKC-Boulnoir ;
 - Électrification de 12 localités Isolées dans le cadre du Programme d'Électrification Rurale en Zones Isolées (PERZI) ;
 - Préparation des DAO pour les offres relatives au Renforcement des Investissements productifs et énergétiques en Mauritanie pour le Développement Durable des zones rurales (RIMDIR) dans le cadre du Programme d'électrification rurale dans le sud-est de la Mauritanie (PERSEM) : 47 localités ;
 - Préparation des DAO pour les offres relatives au Projet d'Interconnexion Électrique Mauritanie - Mali et de développement des centrales solaires associées (PIEMM).
- Au niveau du secteur aval du pétrole et du gaz, des infrastructures énergétiques, ont été réalisées en 2025, dont les principales sont :
- **Au niveau de Nouakchott :**
 - Extension des capacités de stockage du dépôt de Nouakchott en cours (Gasoil : 17 000 m³, Fuel : 3 500 m³ et Essence : 3 500 m³) qui permettra une augmentation de la capacité globale de stockage à Nouakchott de 32% (l'extension est en cours d'exécution, la mise en service est prévue début 2026) ;
 - Extension de 100 000 m³ (51 000 m³ gasoil, 34 000 m³ fuel, 10 000 m³ essence et 5 000 m³ kérosène) à Nouakchott à travers le Contrat d'approvisionnement du pays en produits pétroliers dont la mise en service est prévue en décembre 2026 ;

- Réhabilitation en cours des conduites de dépotage des produits pétroliers, dont la mise en service est prévue en mars 2026.
- **Au niveau de Nouadhibou :**
 - Réhabilitation de l'ensemble des bacs du dépôt sur un horizon de 3 ans ;
 - Conversion de certains bacs afin d'adapter les volumes disponibles aux besoins de la consommation des différents produits notamment pour ce qui concerne le fuel qui est largement déficitaire à l'heure actuelle ;
 - Réhabilitation des conduites de dépotage et de chargement ;
 - Réhabilitation de l'apportement pétrolier de Nouadhibou.
- **Au niveau National :**
 - Réalisation d'une étude d'audit des investissements des sociétés de distribution du gaz butane ainsi que la tarification du gaz butane, achevée en juin 2025 ;
 - Réalisation d'une étude d'implantation des dépôts à l'intérieur du pays, achevée en février 2022.

Tableau 1 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 pour les infrastructures énergétiques

Intitulé de l'indicateur	Valeur / donnée de référence	Année de référence	Source de la valeur de référence	Valeur cible / Objectif	Valeur 2024	Valeur 2025
Accès à l'électricité	48%	2021	MPME	85% en 2030	57%	58%
Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie	42%	2021	MPME	60% en 2030	44%	48%
Proportion des ménages ayant accès à l'électricité en milieu urbain	78%	2021	MPME	100%	96%	97%
Proportion des ménages ayant accès à l'électricité en milieu rural	6%	2021	MPME	50%	12%	12%

Source : MPME

2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2024

Élaboration des décrets et arrêtés d'application du Code de l'électricité : ces textes viennent compléter l'arsenal juridique du secteur, suite à la promulgation de la loi portant Code de l'électricité et à la publication de son décret d'application.

II.2 Infrastructures d'équipement et de transport

1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2025

Les infrastructures de transport, sont considérés comme levier de désenclavement des territoires et de développement des échanges commerciaux.

Cela s'est traduit par de nombreuses actions au niveau des infrastructures de transport en général, notamment routières, portuaires et aéroportuaires pour faire face aux enjeux majeurs.. Les actions menées en 2025 ont permis de passer faire passer l'accès à moins de 2 Km du réseau routier de 80% en 2024 à 83% en 2025

Face aux enjeux, les orientations stratégiques déclinées au niveau du second plan d'action de la SCAPP pour l'équipement et le transport sont :

- La réforme juridique et institutionnelle du cadre général des transports, afin d'améliorer la gouvernance, à travers la concertation avec l'ensemble des secteurs impliqués ;
- La redynamisation de la Société de Transport Public (STP) pour améliorer la qualité de son offre et élargir son étendue ;
- La construction, réhabilitation, entretien d'infrastructures routières, et amélioration de la sécurité routière ;
- Le développement de réseaux de transport favorisant les échanges régionaux et sous régionaux ;
- La résolution de la problématique de la mobilité urbaine à Nouakchott et dans les grandes villes ;
- Le développement des infrastructures portuaires, ferroviaires et aéroportuaires et mise à niveau des normes de sécurité des aéroports.

En 2025, plusieurs actions ont été entreprises en matière d'équipement et de transport et ont abouti aux résultats suivants :

- Réalisation de Programme de Développement de Nouakchott 2025 (136 km) ;
- Réalisation d'une étude détaillée de localisation des carrières sur le territoire national par le Laboratoire national des travaux publics ;
- Achèvement de l'étude technique pour la réhabilitation de la route Nouakchott-Nouadhibou section 3 ;
- Achèvement de l'étude technique pour la réhabilitation de la route Rosso-Boghé ;
- Achèvement de l'étude technique pour la construction de quatre ponts à Nouakchott ;
- Achèvement de l'étude technique pour la construction de la route Choum-Boulenouar ;
- Construction d'une route reliant le canal Aftout Essahli à la route Nouakchott-Rosso ;
- Projet de réhabilitation de route Nouakchott-Boutilimit (42 km) lot3 ;
- Projet de construction de la route Keur Macène - Port de Ndiago ;
- Projet de réhabilitation de la route Boghe-Kaedi ;
- Réhabilitation de la route Aleg-Maghta Lahjar ;
- Projet de réhabilitation de la route Djouk-Kiffa ;
- Projet de réhabilitation de la route Tintane-Aioun ;
- Réhabilitation de la route Aioun-Aouinat Zbil ;
- Projet de réhabilitation de la route Aouinat Zbil – Timbedra ;
- Pont du carrefour de Madrid (pont de l'amitié) ;
- Lancement de la ligne 3 du système de transport rapide par autobus BHNS ;

- Projet de construction de 35 kilomètres de voiries urbaines à Nouakchott 2023 ;
- Lancement de l'Etude du Projet de Construction de la Route Timbedra- Bousteila - Adel Bagrou ;
- Lancement de l'Etude de la route Twil – Voulaniya – Medbougou – Kobenny ;
- Lancement d'une étude de faisabilité pour deux réseaux ferroviaires, l'un reliant Choum à Nouakchott via Akjoujt et l'autre reliant Nouakchott à la frontière malienne via Bofal ;
- Étude sur l'amélioration de l'adéquation des aéroports nationaux ;
- Travaux de réhabilitation de la piste de l'aéroport de Nouadhibou ;
- Travaux de construction de la piste de l'aéroport de Lemgheity ;
- Construction du siège de l'Agence Nationale de Navigation Aérienne ;
- Construction du siège de l'AROTR ;
- Construction du siège de la STP.

Tableau 2 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 des Infrastructures d'équipement et de transport

Intitulé de l'indicateur	Valeur / donnée de référence	Année de référence	Source de la valeur de référence	Valeur cible / Objectif	Valeur 2024 et source	Valeur 2025 et source
Accès à moins de 2 Km du réseau routier	70%	2020	MET	100% en 2030	80%	83%
Nombre de décès et de blessures dus à des accidents de la route	2827	-		1431	2000	1800
Renforcement des investissements en infrastructures des secteurs de l'équipement et des transports	6 840 Millions MRU	Jusqu'à 2020		7 500 (entre 2021 et 2030)	14.157 Milliard MRU (MET)	13.4 Milliards MRU
Nombre de linéaire de routes bitumées (Km)	4811	-		7500	6939 y compris en cours de réalisation	6939 Km y compris en cours de réalisation (pas de changement)
(pas de Nombre de Km réalisés (Voirie urbaine))	342	-	-	1689	2 215 km de routes interurbaines réalisées y compris en cours 387 km voiries urbaines réalisées y compris en cours	2 215 km de routes interurbaines réalisées y compris En cours 387 km voiries urbaines (pas de changement)
Nombre de linéaire de routes réhabilitées (Km)	459	-	-	740	Routes interurbaines réhabilitées :997 km	Routes interurbaines réhabilitées :997 km Voiries urbaines réhabilitées :

Intitulé de l'indicateur	Valeur / donnée de référence	Année de référence	Source de la valeur de référence	Valeur cible / Objectif	Valeur 2024 et source	Valeur 2025 et source
					Voiries urbaines réhabilitées : 104 km	104 km (pas de changement)

Source : MET

2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025

Le secteur des transports s'est engagé dans une voie vigoureuse de transformation. C'est dans ce cadre que plusieurs réformes ont été initiées, dont celles réalisées en 2025 :

- L'approbation des textes législatifs relatifs au lancement de services de transport par autobus de qualité ;
- L'amélioration de la fluidité du trafic par la libération des espaces publics occupés illégalement et l'installation de panneaux de signalisation dans le centre-ville ;
- La sécurisation et numérisation de la délivrance des cartes grises et des permis de conduire en coordination avec l'Agence des documents sécurisés et l'Agence de numérisation ;
- La révision du code de la route ;
- La limitation mécanique de la vitesse sur différents axes routiers.

II.3 Infrastructures hydrauliques et d'assainissement

1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024

L'accès à l'eau potable et l'assainissement sont des priorités nationales de développement de la Mauritanie.

[Les](#) infrastructures hydrauliques et d'assainissement se sont améliorées, sur l'ensemble du réseau.

Malgré les progrès, plusieurs contraintes freinent le développement du secteur. Parmi ces contraintes il y'a le manque de connaissance des ressources en eau sous-terraines, l'absence de stratégie de gestion des eaux de surface et le manque de coordination sectorielle.

Les enjeux importants sont donc la fourniture de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement à l'ensemble de la population du pays, de tirer un bénéfice économique de l'eau et de l'assainissement dans les zones de production et de la préservation des ressources hydrauliques afin d'assurer leur durabilité et leur exploitation pour le développement.

Les orientations stratégiques découlant du contexte et des enjeux ci-dessus, et adoptées par le second plan d'action de la SCAPP, s'articulent autour des points suivants :

- Meilleure connaissance, suivi et protection des ressources en eau afin de mieux les exploiter et garantir leur durabilité tout en renforçant la gouvernance du secteur ;

- Amélioration de l'accès à l'eau potable pour tous et notamment aux populations les plus défavorisées et celles des zones rurales et semi-urbaines ;
- Amélioration de l'accès à l'eau pour l'agriculture et l'élevage dans le cadre du développement des aménagements hydro-agricoles et des aménagements hydro-pastoraux ;
- Développement de l'accès à l'assainissement et à l'hygiène pour l'ensemble de la population, et pérennisation des équipements et infrastructures nécessaires ;
- Amélioration de la gouvernance du secteur, à travers le cadre d'intervention sectoriel, l'amélioration de l'efficacité du rôle et des missions du MHA¹ et le renforcement de l'accès au service public de l'eau et de l'assainissement.

Sur la base de ces orientations, en 2025, les réalisations sont les suivantes :

A. Dans le sous-secteur de l'hydraulique

- **Dans le domaine de la connaissance des ressources en eau :**
 - Études d'implantation menées au niveau de 295 sites dans le but de créer de nouveaux points d'eau répartis sur la plupart des Wilayas ;
 - Actualisation de la situation du Niveau d'eau, prélèvement et minéralisation des nappes exploitées et des champs captant. Cette activité touche 19 champs captant à savoir : Boughle, Derwich, Aioun, Tintane, Boughadoum, Nakatt -Kiffa, Guerrou, Tidjikja, Bouhchicha-Aleg, Boghé, Kaédi, Boutilimit, R'kiz, Trarza Sud Oust, Idini, Bennichab, Tasiast, Boulanouar et Atar ;
 - Mise en place de 19 piézomètres de suivi des nappes souterraines au niveau de Tintane, Boutilimit, R'kiz et la nappe de Grès d'Aioun ;
 - Démarrage des études de reconnaissance des eaux dans la zone nord du Pays, le taux d'avancement est de 30% ;
 - Élaboration en cours d'un Atlas des eaux de surface du pays est phase avancée estimée à 70% ;
 - Phase de passation de marché pour la réalisation de l'étude de protection des écosystèmes dépendants de la nappe de Boulanouar ;
- **Dans le domaine de l'accès à l'eau potable**
 - Au niveau de la capitale Nouakchott :
 - Construction d'un nouveau débourbeur d'eau au niveau de Beninadji afin de réduire les fortes turbidités des eaux du fleuve enregistrées chaque année pendant les périodes d'hivernage.;
 - Achèvement des travaux de remise à niveau des installations de l'Aftout Essahli. Ces travaux ont permis de faire passer la production de 115 000 m³/j à 150 000 m³/j ;
 - Démarrage des travaux du projet de renforcement et de sécurisation de l'AEP de la ville de Nouakchott à partir du champ captant d'Idini pour une production supplémentaire de 60.000 m³/j, (en cours);
 - Pose de la 1ère pierre du projet d'extension des installations de l'Aftout Essahli pour porter la production de ces installations à 225.000 m³/j ;

¹ Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement

- Préparation pour le démarrage des travaux du pôle de distribution de Nouakchott Nord qui visent à l'augmentation de la capacité de stockage de la ville par la construction de deux réservoirs de 5.000 m³ et une station de relevage ;
- Réhabilitation des stations de pompage de Toujounine, El Mina, Aïn Talh, Sebkhia et Ksar et mises en service.;
- Raccordement de Bouhdida, Melah, Dar Naim et les quartiers de Carrefour, d'El Mina et de PK17 au nouveau réseau de distribution ;
- Alimentation de nouvelles zones à partir des stations de Ayn Talha (Bewadi, Korona, Génie Militaire, Goudron Tintane) et de El-Mina (Basra, Netek Yasmin, Ewvou-Lkeila, Carrefour et quartiers périphériques), ainsi que le basculement et transfert de secteurs comme El Mina, Statistiques, l'Ambassade Américaine et Ksar Sud. Les travaux ont aussi concerné le renforcement du réseau en PEHD dans plusieurs zones (Bewadi, Korona, Génie Militaire, PK8, Elhay Essinaï, Teyarett, Amourât...), la pose de plus de 10 km de conduites ;
- Déclassement de plus de 100 km de l'ancien réseau de distribution de Nouakchott.
- Renforcement de l'AEP de Nouadhibou à partir de Boulanouar
- Projet Aftout Echergui phase II : Les travaux de ce projet sont achevés et inaugurés par SEM le Président de la République le 04 juillet 2025.
- Projet DHAR phase II :
 - Achèvement des travaux du réseau de distribution de la ville d'Aïoun au profit de 34.830 habitants par la pose de 7.500 branchements particuliers et la mise en place d'un nouveau système de pompage.
 - Raccordement de 12 localités dans les Moughataas d'Amourj, Néma, Timbedra et Aïoun au système de DHAR, ceci au profit de 7 000 habitants ;
- Projet d'AEP de Kiffa à partir du fleuve
 - Signature des marchés relatif aux travaux des lots 1, 2, 4 et 5.1 et la remise des sites a été effectués pour ces derniers ;
 - Procédure de passation de marchés en phase avancée pour le lot 3 et le lot 5.2 des travaux ;
- Périmètre SNDE (milieu urbain) :
 - Dans la wilaya du Hodh Ech Chargui, les réalisations récentes ont permis une production additionnelle estimée à 8.225 m³/j, répartie comme suit : Dhar (7.700 m³/j), Néma (Sedra) (450 m³/j), Oualata (72 m³/j), Timbedra (200 m³/j), Adel Bagrou (Essariya) (380 m³/j), Amourj (72 m³/j) et le soufflage de 35 forages répartis sur les centres de la wilaya (520 m³/j) ;
 - Au niveau du Hodh El Gharbi, les actions menées ont conduit à une production additionnelle estimée à 784 m³/j, répartie comme suit : Aïoun (450 m³/j), Tintane (264 m³/j) et le soufflage de 43 forages répartis dans la wilaya (70 m³/j) ;
 - Dans la wilaya de l'Assaba, les réalisations ont abouti à une production additionnelle de 3.508 m³/j, répartie comme suit : Kiffa (3.100 m³/j), Kankossa (408 m³/j) et Guerrou (2 nouveaux forages, en cours d'équipement) ;
 - Dans la wilaya du Gorgol, la mise en exploitation de la deuxième phase de l'Aftout Echergui a permis un apport supplémentaire de 10.000 m³/j ; parallèlement, des travaux ont

été réalisés à Kaédi avec la pose de 10 km de conduites dans le cadre du projet des 28 villes, ainsi qu'à Maghama où un forage a été raccordé (+8 m³/h) et l'extension du réseau ;

- Dans la wilaya du Brakna, la capacité de production a augmentée de 1.610 m³/j, répartie entre Bouhchicha, Chegar et Maghta Lehjar (800 m³/j) et Bababé (810 m³/j) ; parallèlement, des opérations de réhabilitation, d'équipement de forages et de pose de conduites ont été menées dans plusieurs localités ;
 - Dans la wilaya du Trarza, le gain de production a atteint 1.000 m³/j, principalement à Rosso ; en complément, des actions de soufflage de forages et de remise en état des installations ont été réalisées à Boutilimit et dans d'autres centres ;
 - Dans la wilaya de l'Adrar, l'augmentation constatée est de 912 m³/j répartie sur Chinguitti (600 m³/j) et Aoujeft (312 m³/j) ; à Atar et dans d'autres localités, des travaux d'extension du réseau, de réhabilitation de forages et de remplacement de pompes ont été entrepris ;
 - Dans la wilaya du Tagant, la hausse de la production est estimée à 500 m³/j par le renforcement de la ville de Tidjikja ; en parallèle, deux nouveaux forages sont en cours d'équipement et vingt autres ont fait l'objet d'une remise à niveau incluant le remplacement de pompes et l'entretien des groupes électrogènes ;
 - Dans la wilaya du Guidimakha, une production supplémentaire de production additionnelle est de 300 m³/j à Ould Yenge ; en même temps, à Sélilaby et Wompou, des conduites ont été posées, un approvisionnement par citernes a été assuré et des remises à niveau d'installations effectuées ;
 - Dans la wilaya de l'Inchiri, le potentiel accru s'élève à 1 200 m³/j, principalement à Akjoujt grâce à la mise en service de l'unité de dessalement de 50 m³/h, cette action est renforcée par la réhabilitation de forages, l'entretien de groupes électrogènes et la pose de conduites ;
 - Les actions réalisées dans le périmètre de la SNDE ont abouti à une amélioration du potentiel de la capacité de production globale de 65.372 m³/j, passant ainsi de 251.885 m³/j en aout 2024 à 317.258 m³/j ;
 - L'augmentation des abonnés de 51.023 nouveaux branchements particuliers ;
 - Le total de 141 pompes ont été remplacées en plus de la réalisation de 19 nouveaux forages ;
 - L'amélioration de la performance commerciale se traduit par une hausse de 11 % des recettes par rapport à la période aout 2024 ;
 - Limitation de la gestion des centres a 7000 abonnés conduisant à la création de 7 nouveaux centres ayant pour but de rapprocher le service aux citoyens.
 - La création de 8 brigades d'intervention (Idini, Boulanouar, Dhar, Aftout Echergui, Kiffa , Nord, Aioun et Aleg).
- En Milieu rural
 - La réalisation de 82 nouveaux forages d'exploitation destinés à l'alimentation en eau potable des populations ;
 - L'achèvement des travaux de 35 nouveaux réseaux et la réhabilitation de 15 existants en plus des localités raccordées à l'Aftout Echergui et au système de Dhar ;

- Programme de développement régional : réalisation de 106 nouveaux forages, 7 AEP et 40 équipements de points d'eau ;
- Au niveau du périmètre de l'ONSER : réhabilitation de 40 AEP en cours d'exploitation ;
- Le renouvellement d'équipements d'exhaure en milieu rural avec un total de 527 interventions ;
- La diversification des sources d'énergie des localités rurales par l'hybridation de 24 sites de production de l'ONSER ;
- Les travaux en cours pour le projet d'alimentation en eau potable de 165 localités dans les wilayas de l'Assaba, du Brakna et du Tagant à partir du fleuve.
- Dans le domaine de la mobilisation des eaux de surface :
 - Les travaux de quatre barrages ont été achevés dans les localités d'Oum Nour, Ghligue Tichilit et Ghligue Ehel Seyedna dans les deux Hodhs ;
 - Poursuite des chantiers des barrages de Hassi Messoud et de Sed Nasser se poursuivent, dans le cadre du projet PIVRE ;
 - Les barrages de Barbara (Tamchakett), Levtah (Boumdeid) et Agmamine (Kankossa) affichent des taux d'avancement respectifs de 98 %, 92 % et 85 % ;
 - Construction de 5 barrages dans les deux Hodhs et au Brakna dans le cadre d'un contrat-programme avec la SNAT, avec un taux global d'exécution estimé à 70 % ;
 - Phase de passation de marchés pour la construction d'une station de dessalement d'eau de mer d'une capacité de 1.500 m³/jour pour l'alimentation en eau potable du port de N'diogo :

B. Dans le sous-secteur de l'assainissement

- **Dans le domaine de l'assainissement, les activités se résument comme suit :**
 - Assainissement de la ville de Nouakchott (Pôle A) : les études d'exécution (topographie, géotechnique, hydraulique) sont en cours ;
 - Remblayage des six mares de Dar Naïm à savoir : Mare Virage Dick, Mare Zaatara H32, Mare Cheyyare, Mare Djimbou, Mare Tarhil-Hay Saken, Mare Dar-Naim 16 ;
 - Travaux de raccordement des zones de Teyaret, de Dar Naim, d'Arafat et du marché Capital au réseau d'assainissement pluvial (en cours);
 - Réalisation des travaux de curage et de nettoyage des réseaux d'assainissement des eaux pluviales de Nouakchott, de Rosso, de Kaédi, d'Aleg, d'Akjoujt, d'Atar et de Bassiknou ;
 - Assainissement pluvial des villes d'Atar et de Sélibaby.

Tableau 3 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025 des Infrastructures de l'hydraulique et l'assainissement

Intitulé de l'indicateur	Valeur / donnée de référence	Année de référence	Source de la valeur de référence	Valeur cible / Objectif	Source	Valeur 2024	Valeur 2025
Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité	62%	2015	MICS	100% en 2030	RGPH 2023	74,2%	ND
Les populations vivant dans des ménages utilisant des installations d'assainissement améliorées	48%	2015	MICS	100% en 2030	RGPH 2023	59,4%	ND
Le pourcentage de ménages chez qui un lieu de lavage des mains a été observé	20,30%	2015	MICS	100% en 2030	(Enquête SWSC)/MHA	ND	ND
Le pourcentage de ménages avec lieu spécifique pour le lavage des mains où de l'eau et du savon ou autre produits nettoyant sont présents	41%	2015	MICS	100% en 2030	(Enquête SWSC)/MHA	ND	ND
Taux d'accès à l'eau potable	-	-	-	100% en 2030	RGPH 2023	74,2%	ND
Taux de desserte	-	-	-	100% en 2030	RGPH 2023	60,7	ND
Taux de raccordement au réseau de collecte des eaux pluviales	10%	2016	-	50% en 2025	RGPH 2023	ND	ND
Réutilisation des eaux usées à Nouakchott et Nouadhibou	20%	2016	-	50% en 2025	ND	ND	ND
Taux DAL (Défécation à l'air libre)	36%	2016	-	25% en 2025	RGPH 2023	30,8%	ND
Taux d'équipement en latrines familiales améliorées	42%	2016	-	70% en 2025	RGPH 2023	66,7%	ND

2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025

Les principales réformes entreprises en 2025 pour le secteur de l'eau et de l'assainissement sont :

- L'actualisation du schéma directeur de distribution de Nouakchott et évaluation des besoins en eau à l'horizon 2050, avec la prise en considération du SDAU élaboré en 2019 ;
- La poursuite du processus de la DSP en vue d'améliorer la qualité du service en milieu rural dans le cadre du PPP ;
- Le démarrage de l'étude visant l'élaboration d'un modèle financier et d'une structure tarifaire de l'eau.

II.4 Infrastructures liées aux nouvelles technologies

1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024

L développement des nouvelles technologies est une grande priorité et comprend plusieurs chantiers parmi lesquels la mise en place de la connectivité internationale par câble sous-marins, la construction de tronçons de dorsales internet en fibre optique et le lancement de la 4G sur le territoire national.

Les avancées ont continué tout au long de la mise en œuvre du second plan d'action. Par exemple, le pourcentage de la population accédant à internet a connu une importante

progression, il est passé de 80% en 2024 à 81,5% en 2025 et le nombre de km de backbone a atteint 5 800.

Des contraintes importantes demeurent, notamment celles relatives à la cyber sécurité.

Les enjeux, sont donc : l'accroissement de la sensibilisation de la population vis-à-vis des TICs, l'intégration des nouvelles technologies dans l'administration publique et dans les services aux citoyens et le renforcement de la connectivité.

Partant de ces enjeux, les principales orientations stratégiques, fixées par la SCAPP, dans son second plan d'action sont :

- Infrastructure Numérique : Généralisation de l'accès aux infrastructures numériques de haut débit à l'ensemble de la population ;
- Administration Numérique : Transformation de l'administration par l'usage et l'adoption du Numérique pour une meilleure efficacité et transparence orientée citoyen et entreprise – E-gov ;
- E-business et Innovation : Favorisation de l'Innovation en tant que moteur du développement du numérique, de l'entrepreneuriat et de la compétitivité des entreprises ;
- Gouvernance et cadre Réglementaire & Juridique : Optimisation de la gouvernance globale et renforcement du cadre législatif et réglementaire existant ;
- Compétences numériques : Développement des compétences et formation initiale et continue
- Culture et Confiance Numérique : Démocratisation et renforcement de la confiance envers l'utilisation du numérique.

En 2025, les principales réalisations sont les suivantes :

- Réalisation des travaux de la phase-2 (Ould Yenje – Fassala Néré) et de la phase-3 (Fassala Néré - N'beiket Lahwach) du projet d'accès universel aux services de communications ;
- Lancement de la construction d'un deuxième câble sous-marin atterrissant à Nouadhibou. Son taux d'avancement physique est de 34% ;
- Mise à niveau du point d'échange Internet national (RIM-IX) et remplacement de ses équipements afin de renforcer la sécurité des données nationales, d'augmenter l'efficacité du trafic Internet, réduire les coûts et améliorer les performances des services Internet locaux ;
- Mise en œuvre de la Stratégie nationale de migration vers l'IPv6, amorçant ainsi une transition technologique majeure. Grâce à cette initiative, les opérateurs télécoms sont désormais en mesure de fournir des adresses IPv6 ;
- Achèvement et opérationnalisation du Datacenter de haute performance (Tier-3) ;
- « Nouakchott Data Hub », constitue l'un des principaux piliers de la transformation Numérique ;

- Renforcement de La plateforme d'hébergement des systèmes d'information pour garantir une Digitalisation de la délivrance des casiers judiciaires ;
- Digitalisation de La création d'entreprise ;
- Lancement de la digitalisation de la demande d'agrément ;
- Mise e place d'une plateforme de création et de gestion des partis politiques ;
- Développement d'une plateforme de commerce électronique (e-marketplace) ;
- Lancement de plusieurs initiatives phares dont l'installation de guichets numériques pilotes pour simplifier les démarches administratives.
- Installation du système DIWANE qui centralise et dématérialise lo gestion présidentielle, optimisant le suivi des programmes et des courriers.
- Dans l'objectif d'améliorer lo transparence des marchés publics et de réduire lo charge administrative pour les acheteurs et les fournisseurs, lo mise en place d'un Système Intégré de Gestion des Achats et Marchés publics est en cours.
- Digitalisation des services d'orientation et d'inscription des étudiant des universités,
- Digitalisation des procédures de ia SOMELEC et de lo SNDE (branchement, abonnement, transfert, paiement et consultation de l'hystérique) a été réalisée.
- Mise à niveau du système d'information « SIRAGE pour gérer les données de l'enseignement secondaire ;
- Finalisation de lo digitalisation de lo chaine pénale ;
- Digitalisation des examens nationaux de l'enseignement secondaire afin de renforcer lo transparence, lo sécurité, l'efficacité et lo qualité du processus, ;
- protection robuste des données, et une disponibilité continue des services en ligne, è travers la mise en place d'un nouveau cluster de réplication et de sauvegarde hyper convergé ;
- Poursuite de la digitalisation des services publics qui se poursuit avec la digitalisation de bout en bout de plusieurs services dont la solution numérique mise en place pour renforcer la sécurité routière ;
- Mise en place d'un système d'information de gestion des assurances ;
- Renforcement des capacités des fonctionnaires de l'administration et des jeunes dons le domaine numérique, à travers la formation dans le cadre du Projet Tamakoun (formation interactive de « Passeport numérique » et de 200 jeunes sur to pose de to fibre optique).

Les indicateurs indiquent des progrès importants, en effet :

- La couverture 4G est de 104,5% en 2025, Elle a dépassé la cible qui était de 75% ;
- Le pourcentage des individus utilisant internet a également dépassé la cible. Elle est de 81,5% alors que la cible est de 65% pour 2025 ;
- Le taux d'utilisation du paiement mobile a atteint 26,3%, dépassant la cible qui est de 25% pour 2025.

Tableau 4 : Evolution des indicateurs SCAPP 2021-2025

Intitulé de l'indicateur	Valeur / donnée de référence	Année de référence	Source de la valeur de référence	Valeur cible / Objectif	Valeur en 2024	Valeur en 2025
Taux de couverture 4G	31%	2021	-	75% en 2025	ND	104,5
Valeur Ajoutée du Numérique / % du PIB du numérique	350 Millions \$ / 4,5% du PIB	2020	-	700 Millions \$ / 8% du PIB (2025)	ND	1,4%
Emplois directs et indirects formels créés à l'horizon 2025 par le secteur des TIC	5000	2020	-	15 000 en 2025	ND	4272
% individus utilisant internet	25%	2021	-	65% en 2025	80%	81,5
Nombre de startups labellisées	N/A	2021	-	200	0	0
Taux de pénétration du paiement mobile	8%	-	-	25%	ND	26,3
Kilomètres de backbone	4000	2021	-	8000 en 2025	5 800	10860

MTNMA

3. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025

La principale réforme engagée est l'adoption de la stratégie nationale de la Modernisation de l'Administration, visant à favoriser la simplification et l'efficacité administrative, réduire la complexité des démarches administratives, rationaliser les procédures et harmoniser les pratiques entre ministères et institutions.

II.5 Infrastructures du Bâtiment et équipements publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme

1. Evolution des indicateurs et analyse des progrès réalisés en 2024

Dans le cadre de la mise en œuvre du premier plan d'action de la SCAPP, plusieurs actions ont été réalisées : (i) construction de bâtiments publics (établissements scolaires universitaires et sanitaires, bâtiments administratifs...), (ii) construction de logements sociaux, et (iii) la réhabilitation de villes par des travaux d'aménagement et des équipements sociaux.

Néanmoins, à la fin de la mise en œuvre du premier plan d'action de la SCAPP, plusieurs défis sont encore à relever dont le principal est la diminution de la proportion des ménages vivant dans des habitats précaires.

Sur la base de ce contexte, au moment de l'élaboration du deuxième plan d'action les principaux enjeux notés étaient relatifs au développement des politiques d'accès de tous les habitants aux services publics de base, à la dotation des villes en équipements et infrastructures nécessaires à leur épanouissement social, l'accroissement de l'accès des populations à la propriété foncière et immobilière et l'amélioration des outils d'entretien des bâtiments publics.

Sur la base de ces enjeux que le second plan d'action de la SCAPP a fixé les orientations stratégiques suivantes, pour le secteur le secteur du bâtiment et équipements publics, de l'habitat et de l'urbanisme :

- Renforcement des documents et outils de planification et de gestion urbaine pour l'amélioration de l'accès à la propriété foncière ;
- Promotion immobilière au travers de la viabilisation de parcelles et la construction de logements économiques et abordables ;
- Mise en place d'un programme de construction de bâtiments et d'équipements publics et renforcement de leur entretien, et promotion de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction.

C'est sur la base de ces orientations que le second plan d'action de la SCAPP a été mis en œuvre et que les réalisations suivantes ont été faites en 2025

- **Dans le domaine des bâtiments et équipements publics :**
 - Infrastructures éducatives :
 - Poursuite des travaux de construction de 3905 salles de classes au niveau national ((un total de 3905 SDC dont presque 3700 SDC achevées), dont certaines comprenaient l'extension et la réhabilitation ;
 - La finalisation de l'étude des travaux de reconstruction du lycée commercial à Nouakchott ;
 - Infrastructures religieuses :
 - La poursuite des travaux de construction de 40 mosquées sur l'étendue du territoire national, 28 achevées, 12 résiliées et relancées à cause de la défaillance des entreprises ;
 - Le lancement des travaux de construction de la mosquée de Boghé.
 - Infrastructures sanitaires :
 - La poursuite des travaux de construction de trois hôpitaux régionaux (Tidjikdja, Aioun et Aleg), le pourcentage d'avancement moyen des travaux a atteint;
 - La poursuite des travaux de construction de 28 centres de santé à Nouakchott dont le pourcentage moyen d'avancement a atteint 40% ;
 - La poursuite d'achèvement des travaux de construction de 48 entre postes de santé et centres de santé à l'intérieure du pays ;
 - L'achèvement des travaux de construction et de réhabilitation de 17 postes de santé du programme du Hodh charghi;
 - La poursuite des travaux d'extension du centre hospitalier national;
 - Le lancement et la poursuite des travaux de réhabilitation de l'hôpital de Nouadhibou ;

- Le lancement des travaux de construction des hôpitaux de Zouerate et Akjoujt ;
- Le lancement du Projet Prioritaire de généralisation des services nécessaires au développement local (2025-2026) (1333 SDC, 50 postes de santé entre réhabilitation et construction, 40 centres de santé, 2 centres hospitaliers régionaux et 3 hôpitaux départementaux dont leurs études d'exécution sont en cours d'élaboration.
- Infrastructures sportives et de loisirs :
 - L'achèvement et la réception de deux stades de 1000 places à Teyarett et Dar Naïm ;
 - Le lancement et la poursuite des travaux de construction des stades de sebkha et El Mina ;
 - Le lancement et la poursuite des travaux de construction du stade de Bababé;
 - Le lancement et la poursuite des travaux de construction d'une salle de sport à Arafat ;
 - Le lancement et la poursuite des travaux d'aménagement de la place publique située devant l'ancien palais de congrès de Nouakchott ;
- Ambassades et chancelleries :
 - L'achèvement des travaux de construction de notre ambassade à Rabat
 - L'achèvement des travaux de construction de notre ambassade à Abou Dhabi ;
 - L'achèvement des travaux de réhabilitation de notre ambassade au Sénégal ;
 - L'achèvement des travaux de construction de notre ambassade au Niger ;
 - La poursuite des travaux de construction de notre ambassade au Mali
- Infrastructures administratives :
 - L'achèvement des travaux de construction du siège des archives nationales ;
 - L'achèvement des travaux de construction du siège de la délégation générale de la sécurité civile et de la gestion des crises ;
 - L'achèvement des travaux de la rénovation et l'extension du futur siège du Ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme ;
 - L'achèvement des travaux de construction de deux délégations

régionales du ministère de l'environnement à Hodh el gharbi et Hodh Chargi ;

- L'achèvement des travaux de construction des bureaux et logements du Hakem d'el mina ;
 - La poursuite des travaux de réhabilitation et de rénovation de l'ancien immeuble du Gouvernement ;
 - La poursuite des travaux de Construction d'un village artisanal de Nouakchott ;
 - Le lancement et la poursuite des travaux de construction de deux bâtiments d'accueil au niveau de l'aéroport Oum Tounsy de Nouakchott ;
 - L'achèvement des travaux de construction des logements du wali de Tiris Zemour ;
 - L'achèvement des travaux de construction des bureaux et logements du Hakem d'el mina;
 - L'achèvement des travaux de construction des bureaux et logement du Hakem de Tavrigh- Zeina;
 - La poursuite des travaux de construction des bureaux et logement du Hakem de Tékane;
 - La poursuite des travaux de construction du laboratoire de contrôle de la qualité des médicaments;
La finalisation en cours de l'étude d'exécution des travaux d'extension du palais de justice à Nouakchott;
 - La finalisation de l'étude d'exécution des travaux de construction du siège de la société civile ;
 - La finalisation des études d'exécution pour la construction du siège de l'opposition démocratique ;
- Infrastructures pénitentiaires et de justice :
 - L'achèvement et la réception des travaux de construction d'une prison à Nouakchott ;
 - L'achèvement des travaux de construction d'une prison à kiffa ;
 - Infrastructures de l'enseignement supérieur et de formation professionnelle :
 - L'achèvement des travaux de construction de l'école nationale d'administration, de journalisme et de la magistrature ;
 - L'achèvement des travaux de construction de l'école de technologie, du Pétrole, de Gaz et des mines ;
 - L'achèvement des travaux de construction de l'institut supérieur du numérique (ISN);
 - La poursuite des travaux de construction et d'extension de l'ISSET de Rosso (83 %) et de l'EHEC ;

- Le Lancement et la poursuite des travaux de Construction de l'école de la nouvelle technologie, de l'information et de la communication à Nouadhibou ;
 - La poursuite des travaux de construction du lycée commercial à Nouakchott.
 - Infrastructures de souveraineté
 - La poursuite des travaux de construction du siège du conseil économique, environnemental et social ;
 - La poursuite des travaux de construction du siège de la HAPA.
- **Dans le domaine de L'Habitat et de L'urbanisme :**
 - La finalisation en cours, en collaboration avec le ministère du numérique de l'opération du lancement d'un guichet unique numérique pour la délivrance du permis de construire (97%) ;
 - La révision, l'approbation et l'adoption de la loi sur l'urbanisme et la construction (100%) ;
 - L'élaboration et l'approbation en conseil des ministres des règlements simplifiés d'urbanisme et de la construction (100%) ;
 - L'élaboration de huit textes d'application de la loi 2024-003 de l'urbanisme et de la construction ;
 - L'élaboration en cours de douze textes d'application de la loi portant sur l'urbanisme et la construction (20%) ;
 - L'élaboration en cours d'un guide méthodologique pour l'élaboration des stratégies de développement urbain (98%) ;
 - L'élaboration en cours d'un code de l'Habitat (93%) ;
 - L'élaboration en cours d'une étude définissant l'offre et la demande en matière de logement à Nouakchott (55%) ;
 - L'élaboration en cours d'une loi organisant le bail des habitations (75%) ;
 - L'élaboration des textes d'application de la loi 017/2023 relative à la promotion immobilière (100%) ;
 - La poursuite de la finalisation de la stratégie nationale de l'Habitat Urbain en partenariat avec l'ONU-Habitat (85%) ;
 - La poursuite de la finalisation de l'étude sur la mise en place des mécanismes de financement de l'Habitat adaptés au contexte mauritanien (95%) ;
 - L'élaboration de la politique nationale de planification urbaine (90%) (dans l'attente de validation) ;
 - La Poursuite d'achèvement des travaux de construction de cinq logements à Bourat- Brakna (100%) et de cinq autres logements à Koundi-Trarza (95%) restant des cinquante lancés préalablement pour les fonctionnaires

- Le lancement et la poursuite de l'élaboration de dix Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) pour les villes de Kaédi, Selibaby, Nouadhibou, Zouerate, Atar, Kiffa, Guerou, Aioun, Néma et le camp de Mbera (75%) ;
- La poursuite de l'opération du parachèvement du projet « Hayat Jadida » du secteur 22 à Toujounine, dédié à l'élimination des 28 poches de bidonvilles à Nouakchott, où 450 hectares ont été aménagés, ce qui correspond à environ 14000 parcelles. L'opération du déplacement des citoyens a atteint 75% ;
- La Poursuite d'achèvement des travaux d'aménagement de 25 espaces verts (95%) à Nouakchott ;
- La Poursuite d'achèvement des travaux de construction et de butimage de la voirie de la ville de Tintane (62%).

- Dans le domaine de l'Aménagement du territoire :

Le Ministère a lancé plusieurs dossiers stratégiques qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement du territoire. Les principales actions en cours concernent :

- L'élaboration de la première phase de diagnostic du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) (50%) , les rapports de cette première phase ont été partagés pour lecture et validation avec les autorités locales , les élus locaux, les experts ainsi que les différents départements ministériels, ces rapports seront également présentés incessamment à l'observatoire national, présidé par Son Excellence Monsieur Le Premier Ministre, pour lecture et approbation.
- L'élaboration de la stratégie d'encadrement de la sédentarisation (100%) ;
- L'élaboration d'un Système d'Information territorial, phase de conception (SIT) (100%) ;
- L'élaboration d'une politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT) (25%) ;

Dans le domaine de regroupement des localités :

- Élaboration des études préliminaires pour la création de 55 regroupements sur l'étendue du territoire national (visites de terrain , prospection) (100%);
- L'élaboration des plans de lotissement pour sept regroupements respectifs dont le bornage est en cours :
 - Amrida, Wilaya de l'Assaba ;
 - Varee ajrek, Wilaya de l'Assaba ;
 - Tembel, Wilaya de l'Assaba ;
 - Sweiyihe, wilaya de l'Assaba ;
 - Taga, Wilaya du Gorgol ;
 - Bezoul, Wilaya de Trarza
 - Extension du regroupement de Wompou, Wilaya du Guidimakha.

- L'achèvement des travaux de construction des équipements publics du regroupement Ematt Leekarich, Hodh Echarghi (100%) ;
- L'achèvement des travaux d'AEP du regroupement de Hweiriye-Hodh Echarghi (100%) ;
- La poursuite d'achèvement des travaux de construction des équipements publics du regroupement Hweiriye, Hodh Echarghi (95%) ;

- L'achèvement des travaux de construction d'un complexe islamique au regroupement Koundy3-Trarza (100%) ;
 - La poursuite des travaux de construction d'une école au regroupement d'El Bezoul, Wilaya du Trarza (20%) ;
 - Lancement en cours des travaux de construction de 4 logements pour les fonctionnaires de l'Etat, un point de santé dans le regroupement d'El Bezoul, Wilaya du Trarza ;
 - L'attribution de plus de 400 parcelles dans le regroupement d'El Bezoul, Willaya du Trarza.
- **Dans le domaine de la cartographie :**
- Le lancement et la réalisation en cours d'une cartographie de base à l'échelle 1/50000 pour 62 000 km² d'une partie des willayas du nord du territoire (95%) ;
 - L'élaboration des Termes de référence pour la création d'un portail de données géo spatiales (5%).

Tableau 5 : Evolution de l'indicateur type d'habitat

Intitulé de l'indicateur	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible / Objectif	Valeurs années (2021, 2022)	Valeur 2024	Valeur 2025
% de la population qui vit dans un logement de fortune	34,70%	2015	ND	ND	35,35%	ND

Source : ANSADE (RGPH)

2. Réformes engagées ou mises en œuvre en 2025 :

Les réformes principales, en 2025, sont :

- L'élaboration d'une étude relative à l'élaboration et l'appropriation des Guides de procédures pour assurer la supervision et le contrôle des opérations de construction (réalisée à 100% et en attente de validation) ;
- L'élaboration d'un recueil des procédés amicaux à l'environnement et propositions pratiques de leurs usages en Mauritanie ;
- L'élaboration d'un guide pour la réhabilitation des constructions ; en terre ; BTC, pierre et béton ;
- L'élaboration d'un cadre référentiel du patrimoine architectural ;
- La reprise et le parachèvement des procédures de la classification/qualification des opérateurs du BTP (entreprises,) ; le bilan fait ressortir la classification de 308 entreprises dans les différents domaines dont 183 dans le secteur du BTP.

III. Analyse des défis et contraintes

Les principales contraintes générales au niveau des différentes interventions et secteurs du chantier 3, sont :

- Le manque de coordination au sein secteur et entre les différents secteurs ;

- Les insuffisances au niveau de l'environnement légal, réglementaire et administratif, notamment son manque d'adaptation au contexte ;
- Le manque de ressources humaines et de qualifications pour le fonctionnement et la mise en œuvre au niveau des départements ministériels ;
- Le manque de ressources financières et les faibles capacités de mobilisations des fonds affectés ;
- Les retards importants dans l'exécution de la plupart des projets ;
- La faible référence à la SCAPP, dans la conception et la mise en œuvre des politiques, programmes et projets, malgré la référence explicite à celle-ci ;
- Les longs délais dans les études de préparation des projets d'infrastructures du fait des étapes incompressibles : études de faisabilité, mobilisation de financement et passation des marchés.

A ces contraintes globales, s'ajoutent des contraintes spécifiques aux interventions.

III.1 Infrastructures énergétiques

Des améliorations substantielles ont été apportées aux infrastructures énergétiques. En effet, l'accès à l'électricité est passé de 48% de la population totale en 2021 à 57% en 2024, malgré une grande disparité entre les milieux rural (12%) et urbain (96%) et (ii) la consommation des énergies renouvelables et passée de 32% en 2015 à 44% en 2024. Cette tendance a continué en 2025. Malgré les progrès, les enjeux et les défis à la base des orientations de la politique du secteur de l'énergie et du second plan d'action de la SCAPP demeurent. Ils portent sur (i) l'allègement des charges du secteur de l'énergie sur le budget de l'Etat grâce à la participation croissante du secteur privé, (ii) l'élargissement de l'accès à des services énergétiques fiables et modernes, (iii) l'accroissement du mix énergétique en faveur des énergies renouvelables et (iv) le renforcement des infrastructures énergétiques, sur la base de la transition énergétique en faveur de la décarbonation des activités industrielles et d'un positionnement comme moteur de croissance économique inclusive.

Les principales contraintes à lever, en plus de celles générales évoquées plus haut, pour faire face aux défis et réussir les enjeux, sont, entre autres : (i) l'inadaptation, à certains égards, du cadre juridique et réglementaire du secteur, (ii) la vaste superficie du pays avec une grande dispersion des localités, surtout en milieu rural et (iii) le coût élevé de l'électricité pour les ménages et les opérateurs économiques.

III.2 Infrastructures d'équipement et de transport

Les infrastructures de transport sont l'un des piliers les plus importants, nécessaires à la croissance inclusive au niveau des secteurs porteurs. Un intérêt croissant leur a été accordé en tant que levier de désenclavement des territoires et de développement des échanges commerciaux.

Des progrès importants ont été enregistrés, au niveau des infrastructures de transport en général, bien que les enjeux et les défis qui en découlent, demeurent, à savoir, le défi de doter

le pays d'un réseau routier et des installations portuaires et aéroportuaires adéquats, pour le soutien à la croissance et le désenclavement. En effet, par exemple, l'accès à moins de 2 km du réseau routier dont la cible à l'horizon 2030 est de 100%, est passé de 75% en 2023 à 80% 2024 et la tendance à l'amélioration a continué en 2025. La qualité et la faible durabilité des infrastructures de transport demeure, et explique en partie l'augmentation des décès et des blessés des accidents de la circulation.

III.3 Infrastructures hydraulique et d'assainissement

Des progrès importants ont été enregistrés dans le développement des infrastructures hydrauliques et d'assainissement. Néanmoins, des enjeux importants tels que la fourniture de l'accès à l'eau et aux services d'assainissement à l'ensemble de la population du pays, restent posés avec acuité. En effet, la proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité est passée de 70,6% en 2023 à 74,2% en 2024, pour une cible de 100% à l'horizon 2030. Les efforts ont continué en 2025. Quant à la fourniture de services d'assainissement, l'indicateur du taux de défection à l'air libre semble se maintenir. la cible de 25% à l'horizon 2025, n'a pas été atteinte.

Un certain nombre de contraintes devant être prises en compte, entravent l'amélioration de la fourniture des services tels, qu'entre autres : (i) le manque de connaissance sur les ressources en eau sous-terraines qui induit une sous-exploitation ou surexploitation, (ii) l'absence de mesures de protection des eaux souterraines, (iii) l'absence de stratégie de gestion des eaux de surface, (iv) la faiblesse des structures décentralisées de gestion de l'eau en milieu rural, (v) la très faible pérennité des ouvrages et (vi) le manque de coordination sectorielle.

III.4 Infrastructures liées aux nouvelles technologies

Les nouvelles technologies ont engagé plusieurs actions et ont enregistré plusieurs réalisations, dont des éléments clés tels que la mise en place de la connectivité internationale par câble sous-marins, la construction de tronçons de dorsales internet en fibre optique, le lancement de la 4G sur le territoire national et l'amélioration du taux de couverture par un réseau mobile et de l'accès à internet. Le pourcentage des individus utilisant internet, aurait atteint 80% depuis 2024, dépassant la cible de 65%, fixée pour 2025.

Malgré ces progrès, les enjeux et les défis demeurent. En effet, des contraintes importantes continuent à peser sur le développement des TICs, parmi lesquelles celles relatives à la cyber sécurité qui mettent en danger les acquis.

III.5 Infrastructures du Bâtiment et équipements publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme

Le bilan montre d'importantes réalisations d'infrastructures et équipements publics et dans l'habitat et l'urbanisme, en 2025 en particulier et tout au long du second plan d'action de la SCAPP. Les principaux enjeux et défis demeurent. Il s'agit de : (i) l'accès de tous les habitants

aux services publics de base, (ii) la dotation des villes en équipements et infrastructures nécessaires à leur épanouissement social, (iii) l'accroissement de l'accès des populations à la propriété foncière et immobilière, (iv) la proportion importante de l'habitat précaire, (35,35% de la population sont dans un habitat précaire), (v) la grande dispersion des localités sur un vaste territoire et (vi) la mise à niveau du cadre juridique et réglementaire, en matière d'habitat et urbanisme.

En effet, des contraintes continuent à entraver la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques en faveur du développement des infrastructures publics, de l'habitat et de l'urbanisme, parmi lesquelles : (i) un cadre juridique et réglementaire encore à compléter et à adapter, (ii) l'inexistence d'un système de financement adapté à l'habitat et à l'urbanisme, (iii) la faible capacité des institutions impliquées , en termes de ressources humaines, matérielles et financières, (iv) le faible recours aux matériaux locaux et (v) la grande dispersion des localités sur un vaste territoire national.

IV. Financement du chantier

Le financement du chantier 3 a été fait par des ressources nationales (Budget de l'Etat 2025) et des ressources extérieures. Pour les ressources nationales, les montants (programmés et décaissés) du chantier ont été obtenus par la somme des budgets des départements des secteurs du chantier. Les éléments relatifs au financement du chantier 3 sont récapitulés dans le tableau ci-après :

Tableau 6 : Récapitulatif du financement du chantier 3

Chantier	Programmation 2024 (En million de MRU)			Exécution			
	Budget Etat	Ressources extérieures	Total programmation	Exécution Etat	Exécution extérieur	Total Exécution	Taux Exécution
Chantier 3 : Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance	16 770	8 855	25 625	14 344	7 092	21 436	83,65%
Total chantier 3	16 770	8 855	25 625	14 344	7 092	21 436	83,65%

Le taux de décaissement de 83,65%, montre une bonne efficacité dans l'exécution financière des ressources allouées au chantier 3, en 2025.

V. Perspectives pour 2026

V.1 perspectives pour les Infrastructures énergétiques

Pour 2026, les principales perspectives, sont :

- Au niveau des infrastructures relatives à l’approvisionnement en produits pétroliers
 - **Au niveau de Nouakchott :**
 - Extension minimale des capacités de stockage du dépôt de Nouakchott en cours (Gasoil : 17 000 m³, Fuel : 3 500 m³ et Essence : 3 500 m³) qui permettra une augmentation de la capacité globale de stockage à Nouakchott de 32%, en cours d’exécution, dont la mise en service est prévue début 2026 ;
 - Extension de 100 000 m³ (51 000 m³ gasoil, 34 000 m³ fuel, 10 000 m³ essence et 5 000 m³ kérosène) à Nouakchott à travers le Contrat d'approvisionnement du pays en produits pétroliers dont la mise en service est prévue en décembre 2026 ;
 - Poursuite de la réhabilitation des conduites de dépotage des produits pétroliers, dont la mise en service est prévue en mars 2026.
 - **Au niveau de Nouadhibou :**
 - Réhabilitation de l’ensemble des bacs du dépôt sur un horizon de 3 ans ;
 - Conversion de certains bacs afin d’adapter les volumes disponibles aux besoins de la consommation des différents produits notamment pour ce qui concerne le fuel qui est largement déficitaire à l’heure actuelle ;
 - Réhabilitation des conduites de dépotage et de chargement ;
 - Réhabilitation de l’apportement pétrolier de Nouadhibou.
 - **Au niveau National :**
 - Réalisation d’une étude d’audit des investissements des sociétés de distribution du gaz butane ainsi que la tarification du gaz butane, achevée en juin 2025 ;
 - Réalisation d’une étude d’implantation des dépôts à l’intérieur du pays, achevée en février 2022.
- L’autre volet important de la stratégie du Département en charge des infrastructures énergétiques au niveau du secteur aval des hydrocarbures vise l’amélioration des conditions d’exercice et la rénovation du cadre juridique et réglementaire dans l’objectif de préserver la transparence, la sécurité du public, des biens et de l’environnement dans le cadre de l’exercice des activités d’importation, d’exportation, de stockage, d’enfûtage, de transport, de distribution et de commercialisation des produits pétroliers. C’est dans ce cadre que les actions suivantes sont programmées pour 2026 :
 - Réforme de la tarification des produits pétroliers liquides ;
 - Adoption d’un décret d’aménagement et d’exploitation des stations-service ;

- Adoption d'un arrêté de fixation des frais de stockage en dépôts pétroliers ;
- Adoption d'un arrêté définissant la mise en place et les missions des services régionaux de la Direction de l'Approvisionnement et de la Distribution des Produits Pétrolier ;
- Arrêté fixant les conditions d'homologation pour la construction des cuves de stockage destinées aux stations de distribution des produits pétroliers liquides
- Arrêté fixant les normes aux instruments de mesures et le barémage des cuves, des camions citernes, des volucompteurs et des balances

V.2 Perspectives pour les Infrastructures d'équipement et de transport

Les principales perspectives pour 2026 sont :

- **Dans le domaine du transport routier :**
 - Projet de mobilité du transport urbain à Nouadhibou ;
 - Démarrage du projet de fourniture des plaques d'immatriculation sécurisées ;
 - Démarrage du projet de construction de centres pour l'organisation des examens du permis de conduire ;
 - Démarrage du projet de construction de stations de contrôle de la charge des camions ;
 - Réalisation de campagnes de sensibilisation sur la sécurité routière ;
- **Dans le domaine des infrastructures :**
 - Projets dont les travaux seront achevés en 2026 :
 - Travaux de construction de la rocade de la ville de Nouakchott dans le cadre du programme d'urgence pour le développement de la capitale ;
 - Achèvement des travaux du projet de réhabilitation de la route Tembedgha – En-Naama ;
 - Construction de la route Achmim – Inbiket Lahouache ;
 - Construction du premier axe de la route Amourj – Adel Bagrou ;
 - Construction du second axe de la route Amourj – Adel Bagrou ;
 - Construction de deux tronçons de la route Tidjikja – Kiffa – Sélibaby – Ghabou ;
 - Poursuite de la construction du pont de Rosso ;
 - Construction du volet bâtiments dans les travaux annexes du projet de construction du pont de Rosso ;
 - Étude des travaux de construction de la route Atouil – El Falaniya – Madi bougou – Koubni ;
 - Étude de la route Tembedgha – Bousteila – Adel Bakrou ;
 - Étude sur l'amélioration de la conformité des aéroports intérieurs ;
 - Actualisation de l'étude de la route En-Naama – Oualata ;
 - Étude de réhabilitation de la route Akjoujt – Atar ;
 - Étude de réhabilitation de la route Sélibaby – Gouraye ;
 - Étude du programme de développement du centre de la capitale.
- **Projets dont les travaux démarreront en 2026 :**
 - Pose de la première pierre de la route Tintane – Aïn Farba – Atouil ;
 - Pose de la première pierre de la route Arkize – El Bzoul ;

- Pose de la première pierre de la route Tembedgha – Bousteila – Adel Bakrou ;
 - Pose de la première pierre pour l'amélioration de la conformité des aéroports intérieurs ;
 - Pose de la première pierre pour la réhabilitation de la route Nouakchott – Nouadhibou, section 3 ;
 - Pose de la première pierre pour la réhabilitation de la route Akjoujt – Atar ;
 - Pose de la première pierre du projet de construction d'un réseau de routes urbaines à l'intérieur du pays ;
 - Pose de la première pierre du tronçon 5 bis 1 : Kankossa – Hamid, de la route Tidjikja – Kiffa – Sélibaby ;
 - Pose de la première pierre pour la construction du pont sur l'oued Karakoro ;
 - Pose de la première pierre pour la construction du pont de Bounmid ;
 - Pose de la première pierre pour le programme prioritaire de développement du centre-ville de Nouakchott ;
 - Démarrage de la première phase du programme de désenclavement des zones agricoles ;
 - Étude de la route En-Nabhya – Arkize ;
 - Étude de la route Arkize – Intikane ;
 - Étude de l'élaboration de la stratégie sectorielle des infrastructures et des transports.
- **Projets pour le 3ème plan d'action de la SCAPP 2026 - 2030 :**
- Réalisation de l'Autoroute Nouakchott – Boutilimit en PPP ;
 - Réalisation de ligne de chemin de fer ;
 - Réalisation de tramway à Nouadhibou ;
 - Mise en service des stations de pesage à l'essieu ;
 - Mise en service de centre d'examen de permis de conduire ;
 - Renouveau de Parc d'automobile urbain ;
 - Mise en service des vols aux aéroports de Kiffa, Sélibaby et Atar ;
 - Réhabilitation des axes routiers dégradés du réseau routier national.
 - Relier les Moughataas et les capitales des communes au réseau routier national

V.3 Perspectives pour les Infrastructures d'hydrauliques et d'assainissement

Les principales perspectives pour 2026 sont :

- **Dans le domaine de la connaissance et protection des ressources en eau :**
- La réalisation de 400 études d'implantation et de reconnaissance ;
 - La réalisation de trois campagnes de suivi des ressources en eau au niveau de 20 champs captant et autres zones sensibles ;
 - Evaluation du potentiel en eau souterraine de la nappe du CI du Dhar de Néma par la réalisation de 8 sondages de reconnaissance ;
 - Réalisation de 10 sondages de reconnaissance au niveau du Batten Oualata, Nord Timbedra, Nord Tamchakett et Nord Est Boumdeid ;
 - Réalisation de 12 sondages de reconnaissance au niveau de Khat (Tagant-Adrar), Ouadane, Nord Atar, Tidjikja, Achram (Tagant) ;

- Démarrage du projet de forages profonds par la réalisation 6 forages d'une profondeur de 500m pour accomplir les déficits en production au niveau de certaines grandes villes ;
 - Assurer le suivi de la qualité de l'eau dans 150 localités et dans les zones minières et industrielles par le l'analyse de 800 échantillons.
- **Dans le domaine de l'accès à l'eau potable**
- **En Milieu urbain :**
 - Achèvement des travaux du projet de renforcement de et de sécurisation de l'AEP de la ville de Nouakchott à partir du champ captant d'Idini pour une capacité de transit de 100 000 m³/j ;
 - Avancée des travaux de construction d'un pôle de distribution au Nord de la ville de Nouakchott ;
 - Démarrage des travaux du projet d'extension du système de l'Aftout Essahli qui vise à porter la production à 225.000 m³/j au lieu de 150.000 m³/j ;
 - Avancée des travaux du projet structurant de l'AEP de la ville de Kiffa visant à résoudre les problèmes de desserte de la ville mais également alimenter les villes le long de la conduite principale notamment Gouraye Sélibaby, Ould Yenje, Hassi Chegar et Kankossa, ainsi que des dizaines de localités situées sur un rayon de 10 km de part et d'autre de la conduite principale ;
 - Renforcement et la sécurisation énergétique du système de pompage de l'axe nord du complexe de DHAR dans le but de porter sa production de 11.000m³/j à 20.000 m³/j ;
 - Installation de deux unités de dessalement au niveau du port de N'Diogo de capacité totale de production de 1.500 m³/j ;
 - **Dans le périmètre de la SNDE :**
 - Mise à niveau de réseaux de distribution et de renforcement de la production dans les 28 villes identifiées ;
 - Lancement d'un Programme de modernisation et d'optimisation des Réseaux de distribution de Nouakchott et Nouadhibou
 - Renforcement de la continuité du service par la mise en œuvre d'un Programme de maintenance et de remise à niveau des pôles de production (hydraulique et énergétique) ;
 - Réduction des coûts d'exploitation et assurer une production d'eau plus durable par la transition énergétique des ouvrages de production vers le solaire ;
 - **En Milieu rural :**
 - Poursuite des efforts pour augmenter le taux d'accès à l'eau potable par la création de 60 nouveaux forages, la réalisation et la réhabilitation de 40 AEP ainsi que le raccordement de plusieurs localités sur le système de DHAR ;
 - Garantir la continuité du service en milieu rural à travers le renouvellement d'équipements de 550 points d'eau existants dans le périmètre de l'ONSER, l'hybridation de 42 sites par l'installation de l'énergie solaire et la réhabilitation de 60 AEP en exploitation.
- **Dans le domaine de la construction des barrages et retenues d'eau**
- Achèvement des travaux dans 13 nouveaux barrages ;

- Poursuite des travaux de réalisation de 12 barrages dans le cadre du projet PIVRE ;
 - Démarrage des travaux du projet PIME qui a pour objectif la réalisation de 36 nouveaux barrages dans 9 wilayas du Pays.
- **Dans le domaine de l'assainissement**
- Achèvement des travaux d'assainissement pluvial des villes d'Atar et Sélibaby ;
 - Achèvement des études d'exécution du pole A d'assainissement de la ville de Nouakchott et démarrage des travaux qui couvrent les Moughataa de Sebkhah, Ksar et Tevragh Zeina ;
 - Achèvement des travaux d'extension du réseau d'assainissement des eaux pluviales de Nouakchott dans les Moughataas de Teyarett, Dar-Naim, Arafat, Ksar et Sebkhah ;
 - Entretien de 45 000 ml des réseaux d'assainissement des eaux usées et pluviales de Nouakchott à travers des opérations de curage et de nettoyage ;
 - Curage et nettoyage de 20 000 ml des réseaux d'assainissement des eaux pluviales de Rosso, Kaédi, Aleg, Akjoujt, Atar, et Bassiknou ;
 - Réalisation des travaux d'entretien et de réhabilitation des stations et des systèmes pompes des réseaux d'assainissement des eaux usées et pluviales de la ville de Nouakchott ;
 - Réalisation des latrines dans les lieux publics ;
 - Démarrage d'une étude de diagnostic d'assainissement des villes du Hodh El Gharbi, Gorgol et Brakna.
- **Dans le domaine de la gouvernance et cadre réglementaire**
- Elaboration d'un modèle financier et d'une structure tarifaire de l'eau et de l'assainissement ;
 - Elaboration du Schéma Directeur du réseau de distribution d'eau potable de la ville de Nouadhibou ;
 - Achèvement de l'actualisation du code de l'eau de 2005 ;
 - Élaboration du code de l'assainissement.

V.4 Perspectives pour les Infrastructures liées aux nouvelles technologies

Les perspectives visent à améliorer la qualité et l'étendue de la couverture du pays par les services de communication, réduire significativement leur coûts, augmenter la contribution au PIB de ce secteur, faire émerger une industrie du numérique innovante et créatrice de valeur, exploiter les opportunités offertes par le numérique afin de moderniser l'Administration publique et de servir de levier accélérant le développement des différents secteurs économiques et développer l'innovation et l'entrepreneuriat dans le secteur du numérique. Dans ce cadre, les principales perspectives pour 2026, sont :

- Lancement de la construction des tronçons manquants du réseau backbone national et des réseaux urbains ;
- L'adoption du déploiement systématique de fourreaux et de locaux techniques lors de la construction ou des réhabilitations importantes de routes ;

- Promotion de la compétitivité dans le marché télécom par l'introduction de la technologie 5G, afin de stimuler le développement économique, soutenir les usages numériques avancés et renforcer l'attractivité du pays pour l'investissement.
- Renforcement de l'architecture de cybersécurité au niveau national à travers la mise en place d'une équipe nationale d'intervention en cas d'urgence informatique (CSIRT)
- Lancement de la première phase du projet du centre d'opérations de cybersécurité (SOC), accompagnée par la mise en place d'une plateforme Cloud robuste et sécurisée garantissant la souveraineté numérique du pays, ainsi que par le renforcement des compétences et la certification de nos ingénieurs dans ces domaines ;
- Développement d'une plateforme de simplification d'accès et de suivi des médicaments pour faciliter l'accès aux médicaments et le suivi en temps réel des stocks et des prescriptions ;
- Lancement de la première phase du Projet d'adressage numérique avec une codification postale sur l'étendue du territoire national, pour favoriser le commerce électronique, l'innovation et l'entrepreneuriat numérique ;
- Mise en place d'un réseau national d'éducation et de recherche, pour permettre aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche d'accéder aux réseaux mondiaux d'éducation et de recherche (tels que : ASREN, GEANT, IRIS, WACREN) ainsi que l'accès aux instruments de recherche et à de vastes bases de données mondiales ;
- Elaboration d'une « Politique nationale et d'une plateforme de participation électronique » ;
- Adoption d'un cadre juridique d'ouverture des données publiques, d'une plateforme opendoto.mr et mise en place d'un hub d'échange de données ;
- Développement de la signature électronique pour favoriser la sécurité et la dématérialisation, de bout en bout, des processus et procédures publics et privés.

V.5 Perspectives pour les Infrastructures du Bâtiment et Equipements publics, de l'Habitat et de l'Urbanisme

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre de la SCAPP, notamment de l'élaboration de son troisième plan d'action, les principales perspectives pour 2026 sont :

- **Dans le domaine des bâtiments et équipements publics**
 - o Infrastructures éducatives :
 - L'achèvement des travaux de construction de 205 salles de classes au niveau national ((un total de 3905 SDC dont presque 3700 SDC achevées), dont certaines comprenaient l'extension et la réhabilitation. Le pourcentage d'avancement moyen en cours du reste des salles des classes y compris le programme prioritaire est de 92% ;

- Lancement et poursuite des travaux d'achèvement de la construction de 1334 salles de classes dans le cadre du programme prioritaire de généralisation des services nécessaires au développement local (2025-2026).
- Infrastructures religieuses :
 - L'achèvement des travaux de construction de 40 mosquées sur l'étendue du territoire national (77%), 28 achevées, 12 résiliées et relancées à cause de la défaillance des entreprises ;
 - L'achèvement des travaux de construction de la mosquée de Boghé (35%) ;
 - Le lancement des travaux de construction d'un institut islamique à Chinguetti ;
- Infrastructures sanitaires :
 - L'achèvement des travaux de construction de trois hôpitaux régionaux (Tidjikdja, Aioun et Aleg), le pourcentage d'avancement moyen des travaux a atteint (70 %) ;
 - L'achèvement des travaux de construction de 28 centres de santé à Nouakchott dont le pourcentage moyen d'avancement a atteint 40% ;
 - L'achèvement des travaux de construction de 48 entre postes de santé (87%) et centres de santé (85%) à l'intérieure du pays ;
 - L'achèvement des travaux d'extension du centre hospitalier national ;
 - Lancement des études et des Travaux de construction des locaux pour la bibliothèque de la faculté de médecine
 - L'achèvement des travaux de réhabilitation de l'hôpital de Nouadhibou ;
- Dans le cadre du programme prioritaire de généralisation des services nécessaires au développement local (2025-2026) :
 - La poursuite des travaux d'achèvement de construction des hôpitaux de Zouerate et Akjoujt ;
 - Le lancement et la poursuite d'achèvement des travaux de construction de 50 postes de santé entre réhabilitation et construction, 40 centres de santé et hôpitaux départementaux Maghta Lahjar, M'Bout et Tintane.
- Infrastructures sportives et de loisirs :
 - L'achèvement des travaux de construction des stades de sebkha (93%) et el Mina (55%);
 - L'achèvement des travaux de construction du stade de Bababé (50%) ;
 - L'achèvement des travaux de construction d'une salle de sport à Arafat dont le pourcentage d'avancement est de (62%) ;
 - L'achèvement des travaux d'aménagement de la place publique située devant l'ancien palais de congrès de Nouakchott (41 %) ;
 - Le lancement des travaux de construction de deux salles Omnisport à kiffa et Kaédi.
- Ambassades et chancelleries :
 - La poursuite des travaux de construction de notre ambassade au mali (48%) ;
 - Le lancement des travaux de construction de notre ambassade en Arabie Saoudite ;
 - Le lancement des travaux de mise à niveau du siège de notre ambassade à Bruxelles ;
 - Le lancement des travaux de mise à niveau du siège de notre ambassade à Paris.

- Infrastructures administratives :
 - L'achèvement des travaux de réhabilitation et de rénovation de l'ancien immeuble du Gouvernement ;
 - L'achèvement des travaux de Construction d'un village artisanal de Nouakchott (95%) ;
 - L'achèvement des travaux de la rénovation et l'extension du futur siège du ministère du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme ;
 - L'achèvement des travaux de construction des bureaux et logement du Hakem de Tékane ;
 - L'achèvement des travaux de construction du laboratoire de contrôle de la qualité des médicaments ;
 - Lancement des études et des Travaux de construction du siège de l'agence de la grande muraille verte.
 - Lancement des travaux de Réhabilitation du bâtiment siège de la Direction de la protection des végétaux ;
 - Lancement des travaux de Construction d'un siège de la société civile à Nouakchott ;
 - Le lancement des travaux de Construction d'une résidence pour le Wali de l'Adrar ;
 - Lancement des travaux de Construction des bureaux de la Moughataa et du logement du Hakem de Nouadhibou ;
 - Le lancement des travaux de Réhabilitation du siège du Ministère Délégué chargé de la décentralisation et du développement Local ;
 - La finalisation de l'étude et lancement des travaux de construction du palais de la culture.
- Infrastructures pénitentiaires et de justice :
 - Le lancement des travaux de construction de six prisons dans les wilayas frontalières, à Néma, Rosso ; Sélibaby ; Zouerate; Aioun et Kaédi.

- Infrastructures de l'enseignement supérieur et de formation professionnelle :
 - L'achèvement des travaux de construction et d'extension de l'ISSET de Rosso (83 %) et de l'EHEC (73%) ;
 - L'achèvement des travaux de Construction de l'école de la nouvelle technologie, de l'information et de la communication à Nouadhibou ;
 - L'achèvement des travaux de construction du lycée commercial à Nouakchott (32%).
 - Lancement des travaux d'extension du ministère de l'Enseignement Supérieur à Nouakchott ;
 - Lancement des travaux de construction de direction des examens
 - La poursuite d'achèvement des travaux de Construction de l'école de la nouvelle technologie, de l'information et de la communication à Nouadhibou.
 - Infrastructures de souveraineté
 - L'achèvement des travaux de construction du siège du conseil économique, environnemental et social (66%) ;
 - L'achèvement des travaux de construction du siège de la HAPA (91%).
 - Le lancement des travaux de construction du siège du Conseil supérieur de la fatwa et des recours ;
 - Le lancement des travaux de réhabilitation du siège de la cour des comptes ;
 - Le lancement des travaux de construction du siège du Haut Conseil de l'Éducation HCE.
- Dans le domaine de L'Habitat et de L'urbanisme :**
- Le lancement, en collaboration avec le ministère du numérique et les autres départements concernés d'un guichet unique numérique pour la délivrance du permis de construire (95%) ;
 - La finalisation et l'approbation de huit textes d'application de la loi 2024-003 de l'urbanisme et de la construction ;
 - La finalisation et l'approbation de douze textes d'application de la loi portant sur l'urbanisme et la construction (10%) ;
 - L'achèvement de l'élaboration et l'approbation des plans de lotissement des capitales régionales Tidjikdja, Atar, Sélibabi ;
 - L'achèvement et l'approbation des plans de lotissement de Kaédi, Guerou, Tiguint ;
 - L'élaboration en cours d'un guide méthodologique pour l'élaboration des stratégies de développement urbain (90%) ;
 - La finalisation de l'élaboration du code de l'Habitat (90%) ;
 - La finalisation de l'étude définissant l'offre et la demande en matière de logement à Nouakchott (40%) ;
 - La finalisation et approbation de la loi organisant le bail des habitations (70%) ;
 - La finalisation des textes d'application de la loi 017/2023 relative à la promotion immobilière (100%) ;
 - La finalisation de la stratégie nationale de l'Habitat Urbain en partenariat avec l'ONU-Habitat ;
 - La finalisation de l'étude sur la mise en place des mécanismes de financement de l'Habitat adaptés au contexte mauritanien ;
 - La finalisation de la politique nationale de planification urbaine (dans l'attente de validation) ;

- La finalisation de l'élaboration de dix Schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) pour les villes de Kaédi, Sélibaby, Nouadhibou, Zouerate, Atar, Kiffa, Guerou, Aioun, Néma et le camp de Mbera ;
- L'achèvement de l'opération du parachèvement du projet « Hayat Jadida » du secteur 22 à Toujounine, dédié à l'élimination des 28 poches de bidonvilles à Nouakchott, où 450 hectares ont été aménagés, ce qui correspond à environ 14000 parcelles. L'opération du déplacement des citoyens a atteint 75%.
- L'achèvement des travaux d'aménagement de 25 espaces verts (95%) à Nouakchott ;
- L'achèvement des travaux de construction et de butimage de la voirie de la ville de Tintane (62%) ;
- L'élaboration d'un référentiel pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite dans les espaces publics et bâtiments.

- Dans le domaine de l'Aménagement du territoire :

Le Ministère a lancé plusieurs dossiers stratégiques qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques d'aménagement du territoire. Les principales actions pour 2026 concernent :

- L'élaboration de la première phase de diagnostic du schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) (50%), les rapports de cette première phase ont été partagés pour lecture et validation avec les autorités locales, les élus locaux, les experts ainsi que les différents départements ministériels, ces rapports seront également présentés incessamment à l'observatoire national, présidé par Son Excellence Monsieur Le Premier Ministre, pour lecture et approbation.
- La finalisation du SNAT : Le lancement de la deuxième et troisième phase de l'élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT);
- L'élaboration des autres phases relative à la mise en place d'un Système d'Information territorial, (SIT) ;
- La finalisation de la politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT).

- Dans le domaine de regroupement des localités :

- Le bornage des plans de lotissement des plans de lotissement pour quatre regroupements respectifs de :
 - Amrida-Wilaya de l'Assaba ;
 - Varea ajrek- Wilaya de l'Assaba ;
 - Tembel, Wilaya de l'Assaba ;
 - Sweiyihe, Wilaya de l'Assaba ;
- L'achèvement des travaux de construction des équipements publics du regroupement Hweiriye, Hodh Echarghi ;
- Le lancement d'une étude de faisabilité pour la création du regroupement de la Commune de Bagdad – Moughataa de twil- hodh gharby ; et lancement de deux autres regroupements ;
- La poursuite d'achèvement des travaux de construction d'une école au regroupement d'el bezoul -willaya du Trarza;
- Lancement en cours des travaux de construction de 4 logements pour les fonctionnaires de l'Etat, un point de santé dans le regroupement d'el bezoul-willaya du Trarza (5%);

- **Dans le domaine de la cartographie :**
 - La finalisation de la réalisation en cours d'une cartographie de base à l'échelle 1/50000 pour 62 000 km² d'une partie des willayas du nord du territoire ;
 - La création d'un portail de données géo spatiales.
- **En matière de gouvernance :**
 - Élaboration des cartographies de risque pour trois structures, y compris celles sous tutelle du département (DBEP, ETR-ML et ANESP) dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption.

VI. Conclusions du chantier

Le bilan 2025 de la mise en œuvre du chantier 3 « Renforcement des infrastructures de soutien à la croissance », au regard de la comparaison des valeurs des différents indicateurs, avec les valeurs cibles fixées à l'horizon 2025, montre que l'exécution du second plan d'action, a été assez efficace, au niveau du chantier 3. Le taux de décaissement de près de 84%, indique une assez bonne efficacité dans l'exécution financière du chantier, en 2025.

D'une manière générale, en 2025, des progrès importants ont été enregistrés au niveau des 5 interventions du chantier 3.

En matière de programmation et de suivi-évaluation Il apparaît que, même si la SCAPP est citée dans toutes les stratégies et politiques sectorielles et spécifiques, des différences non négligeables apparaissent entre les activités mises en œuvre par les départements et celles programmées au niveau du plan d'action de la SCAPP. Il en ressort la nécessité d'une harmonisation de la planification nationale.

VII. Recommandations relatives au chantier

Les principales recommandations découlant de la conclusion, sont :

- La poursuite des efforts et l'intensification du rythme d'exécution y compris par la mobilisation de moyens supplémentaires, au niveau de l'ensemble des interventions du chantier, pour bâtir à partir des acquis du 2^{ème} plan d'action de la SCAPP, pour améliorer la programmation et l'efficacité de la SCAPP au niveau du 3^{ème} plan d'action 2026 - 2030 ;
- L'amélioration du système de planification national, pour mettre en phase, au niveau de la conception, la SCAPP avec les stratégies et politiques sectorielles et transversales ;
- La recherche d'une meilleure harmonisation des dispositifs de suivi-évaluation des différents départements au niveau des différents secteurs ;
- Mettre un accent particulier sur le renforcement des infrastructures de croissance, en rapport avec les secteurs productifs pour la disponibilité des services de base nécessaire (eau, électricité) à la production, la transformation et la distribution ;

- Développer le partenariat public privé dans la réalisation de certaines infrastructures de soutien à la croissance directement liées aux activités des investisseurs pour rehausser le niveau de mobilisation des financements

VIII. Annexes

VIII.1. Bibliographie

Rapport de Synthèse du Second Plan d'Action de la SCAPP, Aout 2022
Termes de références du RAMO 2025
Second Plan d'action 2021 -2025
Rapport annuel de mise en œuvre du second plan d'action de la SCAPP pour l'année 2024
Bilan de l'action du gouvernement pour l'année 2025 et les grandes lignes des perspectives de l'action du gouvernement pour 2026
Bulletin trimestriel de conjoncture, T4 2025, ANSADE
Note sur la croissance économique au 4ème trimestre 2025, ANSADE
Stratégie Nationale d'Industrialisation à l'horizon : 2030, Décembre 2022
Bilans, 2025 et perspectives 2026, Plans d'action 2026 pour les Ministères MET, MNTMA, HU, AH, MPM
Guide d'entretien individuel de l'évaluation du plan d'action 2021 – 2025 de la SCAPP, DEGSTA
Canevas de collecte d'information pour le RAMO 2025, DEGSTA
Bilan Taahoudaati Elevage, 2019 - 2024
RAPPORT DE PRESENTATION DU BILAN 2025 ET DU PLAN D'ACTION 2026 DU ME
BILAN DES PRINCIPALES REFORMES ET ACTIVITES REALISEES EN 2025 POUR LE MINISTERE : DE L'ELEVAGE
Base des données des projets du deuxième plan d'action de la SCAPP (PA2-SCAPP)

VIII.2. Liste des personnes rencontrées

Nom	Institution	Fonction	Contacts
Mohamed El Moctar Ould Sid'Ahmed	MET	Directeur de la Coopération et de la Programmation	44 48 24 34
Moud Ould Lemghavri	MP	Directeur des Etudes et du Développement	36 36 80 89
Ghotob Zeman Oumar Mohamed	MTNIMA,	Directeur Adjoint de la Stratégie et de la Coopération	31 37 42 49
Mohamed Yeslem Aghrabatt	MHA	Chef de Service du Système d'Information	26 11 29 63
Seyidi Mohamed	MAU	Directeur des Etudes de la Programmation et de la Coopération	36 60 13 15